

perspectives #15

Journal Réseau français des Instituts d'études avancées

n. 15 — automne-hiver | autumn-winter 2016

www.rfiea.fr



LA TURQUIE FACE À SES DÉMONS

Après une tentative de coup d'État déjouée le 15 juillet 2016, comment sauver la démocratie ?
À lire en p. 4-7



L'eau: un enjeu politique - p. 8



Tatouage. La marque du criminel - p. 16

L'IMÉRA, IEA D'AIX-MARSEILLE - P. 20

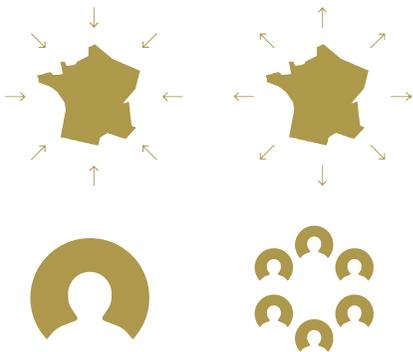
QUI EST MS. MEEKE? - P. 14

PRODUIRE DU LANGAGE - P. 12

FELLOWS - P. 27

La plateforme fundit.fr centralise les appels destinés à la communauté des chercheurs en SHS relatifs aux principaux programmes de mobilité scientifique – tels que le *Harvard Fellowship* ci-dessous –, et aux financements pour des projets de recherche aux niveaux national, européen et international.

Financez votre recherche



355
APPELS

408 961 000 €
FINANCEMENTS DISPONIBLES

plus d'informations
sur fundit.fr, voir
p. 22-23

Harvard Fellowships on Middle Eastern governance and public policy



The Middle East Initiative Research Fellowship Program, part of the Emirates Leadership Initiative, offers one year fellowships for researchers at the pre-doctoral, post-doctoral and faculty level for research related to Middle Eastern governance and public policy. All fellowships carry a stipend.

Eligibility

Eligible candidates include current doctoral students, recent recipients of a Ph.D. or equivalent degree, and university faculty members. Applicants for pre-doctoral fellowships must have passed general examinations prior to appointment. We welcome applications from political scientists, historians, economists, sociologists, legal scholars, and other social scientists. We also encourage applications from women, minorities, and citizens of all countries.

Priority will be given to applications pursuing one of these three primary areas of focus:

- Democratizing Politics: Establishing durable, accountable democracies not only by focusing on political institutions, but also by empowering the region's citizens.
- Revitalizing the State: Reforming the Middle East's social service delivery systems with a special emphasis on health, education and social protection.
- Democratizing Financial and Labor Markets: Working to ensure that the financial and labor markets in the Middle East benefit the entire population, not merely the elite.

Expectations

Fellows are generally expected to:

- Complete a 25-30 page Working Paper to be published by the Middle East Initiative
- Present their research at seminars open to the public
- Attend seminars of other Middle East Initiative research fellows
- Participate in Middle East Initiative activities as appropriate

Stipend Information

The Middle East Initiative offers ten-month stipends of \$40,000 to pre-doctoral fellows and \$50,000 to all other fellows. Interested candidates are encouraged to apply for other sources of funding. All applicants should clearly indicate on their application form whether they are seeking full or partial funding, and indicate other potential funding sources. Non-stipendiary appointments are also offered, but the application process remains the same.

Site de l'appel

<http://bit.ly/2gu3vwG>

institution

- Middle East Initiative (MEI)
- Belfer Center for Science and International Affairs
- Kennedy School of Government
- Université Harvard

date de candidature

01/02/2017

durée

10 mois

pays

Amérique : États-Unis
Nouvelle-Angleterre

discipline

Humanités
Sciences sociales

Bourse

US\$ 50.000

édito

Par
DIDIER VIVIERS
PRÉSIDENT DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION
DU RFIEA

OLIVIER BOUIN
DIRECTEUR DU RFIEA



La crise des réfugiés, les replis identitaires et communautaires, la violence comme horizon de l'action politique, la crise financière ou le devenir du patrimoine mondial sont autant de défis auxquels sont aujourd'hui confrontées nos sociétés. Les chercheurs en sciences humaines et sociales disposent d'un savoir et d'une expertise souvent mal connus et/ou exploités. Depuis les attentats de 2015 en France, de nombreuses initiatives ont vu le jour pour donner aux résultats de travaux de recherche, souvent longs et patients, une diffusion dépassant le seul cadre des débats entre spécialistes.

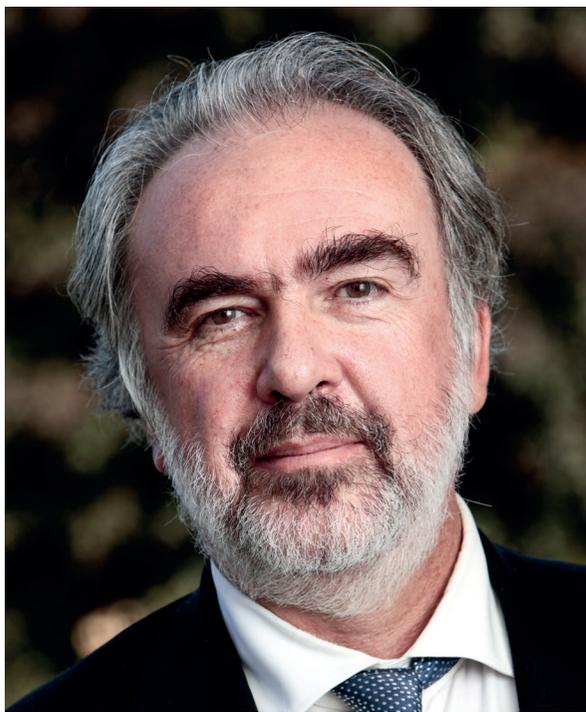
des recherches effectuées au sein du dispositif IEA-RFIEA et les rendre accessibles grâce à des partenariats avec des acteurs publics, privés et associatifs.

C'est ainsi que, depuis février 2016, la fondation publie deux fois par mois une lettre bimensuelle d'information intitulée **fellows**.

Cette lettre vise à faire bénéficier les décideurs publics et privés des analyses des chercheurs du monde entier invités par les quatre IEA. Diffusée sous format papier auprès de quelque 500 dirigeants, **fellows** présente un regard synthétique sur les grandes questions sociétales du moment : la Syrie, l'islam, la radicalisation, la crise des réfugiés, le Brexit, les élections présidentielles américaines, le changement climatique ou encore le pouvoir des médias numériques et des réseaux sociaux sur la démocratie, pour ne citer que quelques thèmes.

L'intégralité des articles, ainsi que des possibilités d'approfondissement (liens vers des sites, des conférences en ligne, des ouvrages ou des contributions) sont disponibles sur le site internet <http://fellows.rfiea.fr> qui a été conçu spécifiquement. Le site propose à l'heure actuelle plus d'une centaine de références complémentaires aux articles proposés par nos résidents.

Le travail déployé par la fondation au bénéfice des instituts d'études avancées est complémentaire des actions portées par les IEA. De nombreux partenariats voient le jour, comme le partenariat établi entre l'IEA de Paris et Paris&Co pour associer leurs compétences dans un programme commun qui met en relation les grandes entreprises et les chercheurs internationaux en sciences humaines et sociales et disciplines proches. Il s'agit de renforcer la diffusion, l'internationalisation et l'impact des nouveaux savoirs au-delà du seul champ scientifique et de renforcer l'attractivité internationale du territoire et la diffusion d'une culture de l'innovation et des savoirs auprès des grandes entreprises. Un grand chantier pour 2017!



La fondation RFIEA et les Instituts d'études avancées membres du réseau soutiennent de telles initiatives. En ce sens, les travaux de réflexion menés par le comité de valorisation socio-économique de la fondation RFIEA ont abouti à l'identification de deux étapes dans le processus de valorisation des savoirs et de l'expertise des 700 résidents (étrangers pour une grande majorité d'entre eux) invités par les quatre IEA : développer la visibilité

news



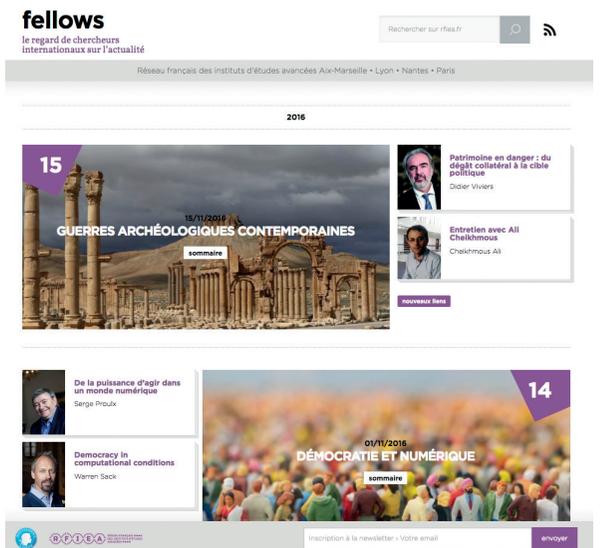
Supérieur&Recherche @sup_recherche · 4 juil.

10 premières mesures en faveur des #SciencesHumainesetSociales > esr.gouv.fr/c104434

42 14

Le Plan SHS 2016 a été dévoilé par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche le 4 juillet 2016. Fort de 10 mesures pour les SHS, le RFIEA est porteur de trois actions prioritaires : la création du portail SHS FUNDIT ; l'évaluation du dispositif innovant des Instituts d'Études Avancées et l'accompagnement des projets ERC!

Lancement de la lettre bimensuelle fellows



Publiée deux fois par mois par le RFIEA, **fellows** présente un regard synthétique sur les grandes questions du moment. Le regard croisé de nos fellows ouvre des pistes de réflexion et d'action répondant à nos interrogations sur le monde de demain. fellows.rfiea.fr



fund | it @fundit_fr · 14 nov.

Fundit in #bratislava #N4SBrokerage @Net4Society @DandelionEurope



À propos de la fondation

perspectives n. 15

La fondation

Fondation de coopération scientifique créée en 2007 par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le RFIEA contribue à renforcer l'attractivité de la recherche française en sciences humaines et sociales en soutenant le développement d'instituts d'études avancées en France.

Depuis 2007, la fondation a pour mission d'inscrire durablement les instituts d'études avancées dans le paysage français, européen et international de la recherche en sciences humaines et sociales. Elle contribue à garantir la qualité et la complémentarité des quatre instituts membres du réseau et à renforcer leur reconnaissance nationale, européenne et internationale.

La fondation s'appuie sur une approche en réseau et de nombreux partenariats institutionnels, européens et internationaux, qui lui confèrent une véritable dimension nationale.

La fondation développe des projets structurants au bénéfice des IEA et, plus largement, au service de l'internationalisation des SHS françaises (Labex RFIEA+, programme EURIAS, plateforme fund | it).

Nous contacter

Fondation RFIEA, 190 avenue de France, 75013 Paris
+33 (0)1 49542212
<http://www.rfiea.fr>

Twitter, Facebook, Dailymotion:
@RFIEA
<http://fellows.rfiea.fr>
<http://www.fundit.fr>

Turkey's Struggle for Democracy

This article was first published by Gateway House: Indian Council on Global Relations, Mumbai : <http://www.gatewayhouse.in/turkeys-struggle-democracy/>

#Turkey

#democracy

#coupdetat

Turkey is barely emerging from an attempt at a coup of unprecedented barbarity. Equally unprecedented has been the spontaneous resistance to the coup by millions of ordinary people, who bodily tried to stop the military tanks from blocking the bridges over the Bosphorus and from taking over the parliament building and other key locations, even as soldiers shot at them, crushing them with tanks. By the morning of July 16, 240 people (excluding putschists) died and more than 2,000 were seriously wounded. Military jets bombed the national parliament, the high army command and the President's palace, among other symbols of the country's democracy and state. Jets flew low, terrorising the population, crashing windows of buildings in city centres in Istanbul and Ankara. For a moment it looked as if the country was caught in the grip of a civil war.

Notwithstanding, the people succeeded in defending their democracy, the parliament remained in session through the bombings. President Erdogan, Turkey's first directly elected president, barely escaped death.

Erdogan's elimination had been a primary objective of the putschists who included hundreds of army commanders. Their failure to do so turned him into a national hero. Ever since, Erdogan has tried to bring together the leaders of various contending groups and political parties in parliament – except the leader of the Kurdish political party, HDP, or the Democratic Party of People, which could not distance itself from the PKK or Workers Party of Kurdistan and its terrorist activities since July 2015. He has tried to unite them against what is perceived to be the common threat, the Gulenist 'Islamist' messianic movement with all its trappings of a New Age religion, which is being held responsible for the coup attempt.

The leader of the movement, Fethullah Gulen, currently residing on a ranch in Pennsylvania, USA, claims to be the messiah, rejecting Islam's prophet and defying Islamic fundamentalism. The movement, horizontally organized in cells and vertically linked to the leader through a hierarchy of 'imams', has penetrated key state institutions, such as the army, judiciary, police force, the bureaucracy, as well as businessmen's organizations, media, trade unions, political parties, universities, and is finally threatening to take over the state.

To date, 16,000 people connected to Gulen have been arrested and 6,000 detained under a 'state of emergency'; thousands more have either been suspended or dismissed from their positions in the army, bureaucracy, and universities.

Hence, Turkey now has the colossal task of mending, if not recreating, its key institutions, namely, the army, bureaucracy, most significantly, schools, and the examination system for admittance to these institutions, the judicial system and academia.

Can this signal a new beginning? At the rally for 'Democracy and its Martyrs' on Sunday, August 6, a recurring leitmotif was that of a new war of independence, of liberation from the 'foreign yoke', similar to the one undertaken by Mustafa Kemal Ataturk at the conclusion of World War I following the collapse of the Ottoman empire and the country's occupation by European powers. Nearly 5 million people who attended the rally responded with a resounding 'No 'when Erdogan asked: 'Do you want to be enslaved and humiliated?' A defensive tone, often expressed in religious terms, prevailed; it was reinforced by a sense of rejection and betrayal by the West.

THE WEST AND TURKISH SECULAR ELITES

Western governments took a good 24 hours before they contacted the Turkish government following the bloody coup attempt, and when they did, they primarily expressed concern about government actions against those suspected of involvement in the putsch (especially the army commanders). Little mention was made of the thousands risking their lives to defend their democratic choices and their gains. On the other hand, Vladimir Putin was the first head of state to call Erdogan, stating that Russia would not support any developments that violated the Constitution. Was the West betraying its own values by not owning up Turkey's democracy, was Erdogan's question during the rally.

Similarly, coverage by Western media highlighted the mass arrests and detention of putschists, expressing concern for their dubious lawfulness, barely mentioning the brutalities committed against ordinary people,



Huricihan ISLAMOGLU, économiste et historienne à l'Université Bogaziçi d'Istanbul et, depuis 2013, elle a effectué plusieurs résidences à l'IEA de l'histoire économique comparée, de l'économie des politiques agricoles, de la mondialisation

suggesting, if not explicitly stating, that the entire coup episode was 'theatre' being staged by Erdogan to further his hold on power.

The negative stance in mainstream Western media dates back to 2009 when Erdogan first voiced his criticism of Israeli policies against the Palestinians and began closing down Gulen cram schools in Turkey. It became more pronounced after the Taksim Gezi Park protests in 2013. The Gezi protests initially began with an environmentalist

Quelques repères sur la Turquie

Situation géographique: Pays du Proche-Orient de 783562 km², la Turquie est formée de l'Anatolie, sur le continent asiatique, et de la Thrace orientale, sur le continent européen (3 % du territoire), séparées par le détroit du Bosphore, sur la mer de Marmara. Bordée au nord par la mer Noire, à l'ouest par la mer Égée et au sud par la mer Méditerranée, elle compte 8372 km de côtes et de nombreuses

îles. La Turquie est frontalière de la Grèce, de la Bulgarie, de la Géorgie, de l'Arménie, de l'Azerbaïdjan, de l'Irak et de la Syrie. L'île de Chypre est à 75 km des côtes turques. **Villes:** Ankara, capitale politique et administrative: 4,2 millions d'habitants et Istanbul, centre économique et commercial: 12,9 millions d'habitants **Régime politique:** République

Population totale: 73,9 millions d'habitants **Langues:** turc (officielle), kurde, arabe, azéri **Religions:** musulmans 99 %, chrétiens **Taux d'alphabétisation:** 94 % **Développement humain:** 69e / 187 pays **Croissance:** 4 % (2014) **Inflation:** 7,4 % **PIB par habitant:** 10 666 \$ **Dette publique:** 35,84 % du PIB

Chronologie

1453: prise de Constantinople par les Ottomans. **1566:** à la mort de Soliman le Magnifique, l'Empire ottoman contrôle la Méditerranée, la mer Rouge et la mer Noire, ainsi que la quasi-totalité des pays arabo-musulmans. **1915-1916:** génocide des Arméniens. **1920:** démantèlement de l'Empire ottoman,



rienne, est professeur émérite d'histoire économique à 008, professeur invitée à l'Université de Californie à Berkeley, de Nantes en 2012 et en 2015. Elle s'intéresse aux domaines onomie politique, de l'histoire du droit, de l'histoire agricole et on agricole et de la gouvernance globale.

©iDeberg

one which, in 2013, overthrew the elected Islamist government.

The Western position – both governmental and mainstream media — on Erdogan and on the state of Turkish democracy echoed that of secular Turkish elites, both at home and abroad, legitimising their claims and being legitimised by them. The so-called ‘white Turks’, secular and westernized, form the backbone of the main opposition party. They have rejected Erdogan’s government, which allegedly represents the provincial, uncouth, shanty town, the Islamic religious, and the so-called ‘black Turks’. The ‘white Turks’ — against whom there was no systematic discrimination in recruitment to bureaucracy — looked to a military coup as a way to remove the Islamists from power and restore the secular elites to their former position of social and political prominence. A military coup would also restore the legacy of Ataturk, a secular Turkey aspiring to Western ways. Yet, the violence of what happened

on July 15 seemed to irk at least some of the ‘white Turks’, especially those in the media. This was not the kind of takeover they were expecting — which may explain the presence of Kemal Kilicdaroglu, the leader of the secular opposition party (CHP or the Republican People’s Party) at the rally on August 6, hosted by President Erdogan.

The Western position toward Erdogan and his AKP was not always negative. Earlier Erdogan was held up as a model for a market-oriented moderate Islam. Indeed Erdogan and AKP were largely responsible for the making of a highly successful market economy which was first initiated in the mid-1980s following the military coup in September 1980.

Turkey first adopted market reforms, introduced by the IMF and World Bank, following the country’s financial melt-down in 2001, and then continued with reforms within the EU accession framework. Turkey, under AKP rule since 2002, was radically transformed from an underdeveloped economy into an emerging one, with significant industrial and service sectors. It was predominantly urban (75 %) with a substantial middle class of small- to medium-sized enterprises in the major cities and provincial centres. They had

access to global markets as exporters of industrial and agricultural products and as investors in mega construction projects, these being activities largely facilitated through government initiatives and foreign policy moves.

Just as important was the attention given to the urban lower middle classes, including former shanty town dwellers around major cities, especially Istanbul. They are now owners of flats in choice locations, with access to new metro lines, all thanks to government initiatives. These groups are also the main beneficiaries of the new universal medical services, together with numerous programmes reaching out to the unemployed, the sick, and the handicapped, among others. They form the central constituency of the AKP party (more than 50% of all voters) and Erdogan delivered more than just ‘Islam’ to them. The economy writ large



Quelques chiffres

- **The Economist Group** mène des travaux pour classer les pays en fonction de leur régime politique : démocraties, démocraties imparfaites, régimes hybrides et régimes autoritaires. En 2011, l'Indice de démocratie donné à la Turquie est de 5,733 sur 10. Au niveau mondial, la Turquie est classée 88^e et appartient au groupe de pays dotés d'un régime politique dit « hybride ».
- **Freedom House** produit une enquête mondiale annuelle qui évalue l'état de la liberté mondiale telle qu'elle est vécue par les individus. L'enquête mesure la liberté selon deux grandes catégories : les droits politiques et les libertés civiles. En 2012, Freedom House qualifie la Turquie de pays « partiellement démocratique ». Le rapport s'inquiète de la tendance autoritaire du pouvoir politique à travers la mise en examen de politiciens et de journalistes.
- **L'OSCE** souligne que les médias

sont soumis à de nombreuses pressions et contraintes qui ne devraient pas avoir lieu dans une démocratie.

Chaque année, la **Commission européenne** rédige un rapport sur les progrès réalisés par la Turquie en matière de réformes politiques. En 2012, ce rapport note que « les travaux visant à rédiger une nouvelle Constitution ont débuté dans le cadre d'un processus relativement démocratique et participatif. Le fait que la Turquie n'ait réalisé aucun progrès sensible dans la mise en œuvre intégrale des critères politiques suscite toutefois des inquiétudes croissantes. La situation au regard du respect des droits fondamentaux continue d'être la cause de vives préoccupations. /.../ Les restrictions imposées dans la pratique à la liberté des médias et le grand nombre de procédures judiciaires dont font l'objet des écrivains et des journalistes demeurent des problèmes graves. La résultante en est une autocensure généralisée ».

vaincu lors de la Première Guerre mondiale.
1923 : proclamation de la République de Turquie sous la présidence de Mustafa Kemal, dit Atatürk (*père de tous les Turcs*), qui installe la capitale à Ankara, instaure l'usage de l'alphabet latin et met en place une politique modernisatrice de laïcisation de l'État et d'émancipation des femmes.
1952 : adhésion de la Turquie à l'OTAN.

1974 : l'armée turque envahit le nord de Chypre, craignant l'annexion de l'île par la Grèce des colonels.
1999 : l'Union européenne reconnaît officiellement le statut de candidat à l'adhésion de la Turquie.
2002 : victoire aux élections législatives de l'AKP (Parti de la justice et du développement), parti islamiste modéré se

définissant comme conservateur, démocrate et respectueux des valeurs laïques.
2003 : Recep Tayyip Erdogan devient Premier ministre. Il remporte un second mandat suite à la victoire de son parti, l'AKP, aux élections législatives en 2007.
2005 : ouverture des négociations d'adhésion avec l'Union européenne.
2008 : opération militaire conjointe avec

les États-Unis contre les bases arrière de la guérilla séparatiste kurde du PKK dans le nord de l'Irak.
2010 : en juillet, opérations aériennes et terrestres dans le sud-est de la Turquie et dans le nord de l'Irak contre la guérilla kurde,
12 juin 2011 : victoire de l'AKP aux élections législatives mais il lui manque 4 voix pour obtenir la majorité requise à l'Assemblée pour

and the ability to create jobs in mega infrastructure projects, in industry, in agriculture, producing both for export and domestic markets, is central to Erdogan's and his party's appeal.

Similarly, Erdogan's current popularity, following the coup attempt, was crowned by a trip to Russia within a few weeks of it to restore economic relations with that country, including resuming Turkish exports of industrial and agricultural goods, and flow of Russian tourists. Those relations had been interrupted since last November following the downing of a Russian plane by Turkey, which killed two pilots, for violating Turkish air space on the Syrian border. It also cost millions of jobs in Turkey.

The new middle classes also include Kurds, among them migrants to big cities in western Turkey, most importantly, in Istanbul, where a Kurdish bourgeoisie dominates the transport sector. The economic development drive raised Kurdish expectations in eastern and southern Turkey, where infrastructure projects provided employment for Kurdish youth — so joining the PKK was no longer the sole chance for employment — and opened investment opportunities for Turkish and Kurdish businessmen.

The government's policies paid off, with the AKP receiving a good percentage of Kurdish votes in the general elections until the souring of relations between the PKK and the government, the onset of PKK terrorist attacks and flaring of warfare between the PKK and the Turkish army in south-eastern Turkey in July 2015. Economic relations with the northern Iraqi Kurds alienated the Iraqi government in Baghdad, which was backed by the Americans.

Then why the change in perceptions by the West of Erdogan and the AKP? First, Erdogan, flushed with continuous growth trends in the Turkish economy, began harbouring ambitions of establishing Turkey as a regional power, seeking markets for Turkish investors and exports in Africa, in the Middle East, extending aid to the needy and wronged in Somalia, in Gaza seeking to appeal to the down-trodden Muslims of the world.

He also did the unthinkable in the region: he was critical of Israel's policies vis-a-vis the Palestinians, a departure from the policies of previous Turkish governments with unconditional loyalties to Israel and to the Western position in the Middle East. Instead, as part of the strategy for becoming a regional power, Erdogan supported the elected Islamist government in Egypt and established economic ties with the Kurdish Autonomous Region in northern Iraq, enlisting the support of its leader, Masoud Barzani, in initiating the peace process with the Kurds in Turkey. The peace process, possibly with the backing of the nascent Kurdish bourgeoisie, was a politically courageous move. In starting it, Erdogan defied nationalist sentiments in Turkey, fed by memories of the painful war with the PKK, which cost 30,000 lives in the 1990s. In creating a public opinion for the process, Erdogan had enlisted the help of the members of the intelligentsia, including some leading secular literati, who went to different parts of Turkey to talk to the people for reactions to the process.

The real game-changer was the Syrian civil war and the increased American involvement in that war with the escalation of terrorist activities ISIS in Europe and the U.S. The Kurdish opening came to an end when the PKK, through its Syrian affiliate, PYD or Democratic Union Party, began to fight for Americans against the ISIS in Syria, reviving hopes for independent Kurdish regions in south-eastern Turkey.

For the Kurdish political party, or HDP, which largely owed its existence to political reforms under the AKP, but which was unable to distance itself from the PKK, ambitions of autonomy overshadowed the more limited targets of securing the rights and well-being of Kurds within Turkey. The party, with the support of large segments of the left, became part of the fierce opposition against Erdogan in the 2014 presidential elections.

The PKK resumed terrorist activities in Turkey in July 2015. This 'Kurdish offensive' caused a serious setback in the 2015 elections for Erdogan's party; the nationalists gained the upper hand. AKP also lost votes to the Kurdish party.

The nationalists blamed Erdogan for being 'soft' on the Kurds, which caused him to turn fiercely nationalist and aggressive in countering PKK terrorism, targeting the Kurdish political party and media. Western governments and media had pretty much ignored the Kurdish peace process and the political reforms which enabled the Kurds to freely speak their language and have their own political party, but they were very critical of the Turkish government's 'disproportionate' reactions in the face of Kurdish terrorist attacks, accusing the government of violating human rights and the rule of law, depicting Erdogan as a dictator, an Oriental despot.

Prior to the coup, at the centre of Erdogan's wrath, stood the Gulenists. He seemed as if possessed by an unhealthy obsession, isolating him even from individuals and groups within his own party. Initially, the AKP was allied with Gulen's organization, which provided the new government with educated personnel to man the bureaucracy.

What happened? Most dramatically, in 2013, there was a failed attempt at a civilian coup by the judiciary, allegedly loyal to the Gulenist organization, which brought charges of corruption against Erdogan and his family as well as four of his cabinet ministers. The government had earlier closed down the numerous private cram schools which prepared students for state entry examinations to universities, secondary schools and to the bureaucracy as well as the military, and which were run by the Gulen organization and was a primary source of revenue for it. Gulen himself spoke out publicly against Erdogan's stance on Israel, allying himself with the secular opposition in Turkey in the presidential elections of 2014 in which Erdogan had a landslide victory.

Notwithstanding Erdogan's pleas to extradite Gulen and draw attention to the Gulenist threat, the U.S. looked the other way and EU officials focused on ISIS and the terrorist attacks in Europe, often finding the Turkish government's measures against the ISIS lacking. They were critical of Erdogan's 'disproportionate' reactions to PKK

terrorist activity in Turkey. Similarly, both the American and European mainstream media's coverage of terrorist attacks in Turkish cities, either by the PKK, or allegedly, by the ISIS was, at best, lukewarm. (In light of recent disclosures, attacks which were not claimed by ISIS were possibly initiated by the Gulenist organization.) Instead, both the European and American media intensified their attacks on Erdogan on what were termed as human rights violations regarding government measures against Gulenist and Kurdish media and the harsh military action against the PKK, suspecting him of giving support to the ISIS.

THE GULEN AFFAIR

The failure of the coup opened a Pandora's box of Cold War and post-Cold War order, the engagements of Turkey's Western allies, their governments, and their intelligence services both in the Middle Eurasian region and in Turkey, bringing forth a host of yet unresolved questions, not only about such involvements in the past, but about their role in shaping some of the present developments.

Gulen's personal story was also a saga about the ways the post-war world order was built. He began as an imam or a local prayer leader in a village near Erzurum in eastern Turkey. Allegedly educated by the Turkish intelligence service and the CIA in the 1960s, Gulen formed his own community of followers in Izmir in Western Turkey. His theology was inspired by Saidi Nursi, a 20th century Sunni Islamic modernizer, who, departing from Salafiyah fundamentalism, advocated introducing the teaching of Western sciences in religious schools. Gulenists uphold market economics and dialogue among civilizations, calling their community an Alliance of Shared Values, advocating the takeover of state power to achieve their ends. In fact, Gulen in the numerous publications, seminars, conferences held in the U.S. and elsewhere, is presented as a religious leader, a messiah, transcending all religions and recognised and respected by all. (He has paid visits to the Pope and other religious leaders.) At issue has been the making of a New Age Prophet, a modern-day caliph with the very practical agenda of promoting a world order under the leadership of the U.S.

Quelques repères sur la Turquie

modifier seul la Constitution afin d'aller vers un système présidentiel.

28 mai 2013: début d'un mouvement protestataire d'une ampleur jamais atteinte.

25 décembre 2013: démission de plusieurs ministres obligeant Erdogan à procéder à un vaste remaniement ministériel.

15 février 2014: le Parlement entérine une loi sur le contrôle de l'État sur la nomination

des juges et des procureurs, jugée anticonstitutionnelle par l'opposition.

23 avril 2014: le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan présente ses condoléances aux descendants des Arméniens tués par les troupes de l'empire ottoman en 1915, une démarche présentée comme sans précédent.

11 juin 2014: le gouvernement procède à une nouvelle vague de mutations visant plus de

2000 magistrats dans le cadre de sa lutte contre ses ex-alliés de la confrérie de l'imam Fethullah Gülen, et à des changements à la tête de la Banque centrale.

10 août 2014: Recep Tayyip Erdogan est le premier président de la République élu au suffrage universel direct.

7 octobre 2014: le pays est secoué par des manifestations de Kurdes dénonçant la

passivité d'Ankara. Les combats font rage entre les combattants kurdes et le groupe État islamique (EI) à la frontière turque.

12 octobre 2014: la Turquie autorise les États-Unis à utiliser ses bases aériennes pour lutter contre l'EI.

1^{er} novembre 2015: élections législatives anticipées, le parti conservateur du président Erdogan reconquiert la majorité absolue au



After 1976, commanding large resources, the extent of which is not known, but largely deriving from contributions from followers among whom are many wealthy businessmen, the Gulen movement focused its activities on education — kindergarten to university — establishing over 1,000 schools worldwide, with as many as 300 schools in Turkey alone. It also controlled a number of universities and a network of institutions that prepared students for state exams. These institutions were established in 160 countries, including non-Muslim ones, such as Bolivia and Columbia. Gulenist schools made their debut in post-Communist Central Asian republics and in the Russian federation where, with a reputation for teaching applied maths and sciences, they established firm ties with the elites educating their children. In 2006, Putin, uneasy about their activities, closed these schools in Russia.

The movement also controls around 130 charter schools in the U.S., 36 of them being in Texas alone. That the movement's charter schools flourished in the U.S. where everything Islamist drew open animosity is noteworthy. Equally significant are circumspect references to the Gulen movement in the U.S., almost protecting them from such animosity by describing the movement as Sufi or Turkish.

It is important to draw attention to the very practical, rational side of the Gulen organization and not view it as yet another fanatic religious order. In return for their absolute loyalty and contributions, the organization provides its followers access to a good education, giving them skills in maths and sciences, compatible with requirements of the present global economy. But just as significant is the organization's access to networks in the bureaucracy, in the military, in politics and in the business world, to which it offers its followers entrée. It excels in the building of such networks, be it through penetration of state institutions by stealing exam questions and passing the answers to their followers, through access to elites in different countries via their schools, through their social and cultural work of organizing seminars and conferences, and inviting

the elite and rewarding them for their attendance. Gulen's personal contact with heads of state and world religious leaders is central to this network-building process. At issue is the making of an alternate order of networks, global and close-knit, with the ability to provide its members opportunities. These networks, the local intersecting with the global, endow the organization with the power to direct the actions of individuals and employ them in the service of the organization, thereby serving its purposes. Such a mobilization of networks in the military, bureaucracy, the business world, all with their global extensions,

appears to be what was attempted in Turkey in July 2016, but which was somewhat short-circuited.

At the moment, Erdogan seems to have won, with the violence of the coup vindicating his worst fears about the Gulen organisation and adopting a defiant tone vis-a-vis the West. The latter has not been supportive of its 'most important strategic ally' in the Middle East in its hour of need, and is presently reluctant to extradite Gulen, simply worrying that current purges, especially of army high command, are weakening one of the strongest armies of NATO in its southern flank.

Yet, it is not likely that Turkey will distance itself from the West though it is a sore spot: it has been 'waiting at the door of Europe' for admittance to membership for 50 or so years. Europe is Turkey's most important export market and it shares with Europe and the U.S. a long history of financial, political, and military entanglements, including its membership in the NATO alliance.

The current rapprochement with Russia, and Putin presenting himself as a friend in times of need, need not indicate a sharp turn to the East. Even during the Cold War, Turkey, a member of the Western alliance, had close economic relations with the then Soviet Union. The present resumption of relations after a brief interruption is simply going back to business as usual.

Erdogan will, however, try to use the renewed relations with Russia and the present favourable tide in domestic politics to push forward European membership, at least for visa-free travel in the EU for Turkish citizens. Turkey's economy is too big and the stakes in economic and political relations with Europe and the U.S. are too high for a radical shift to take place in its position in the global economy and politics. As fiery as Erdogan may be in reproaching Europe and the U.S., he is not a third-world nationalist nor a xenophobe to be swayed by immediate emotional reactions. His own political survival depends on his ability to steer the economy in ways that

it may deliver to his constituency of middle classes. He would not risk any moves that would provoke negative turns against the Turkish economy in global markets, for instance, occasioning interrupted credit or capital flows or provoking sanctions on exports.

Similarly, speaking for the down-trodden of the world, Erdogan's tone has always been more inclusionary than exclusionary — his is a discourse for the inclusion of Muslims and the poor in the enchanted sphere of the market economy.

This does not mean that Erdogan may not use his newly-acquired confidence to explore new markets for Turkish investors in non-European markets, such as India and China, both of which Turkey neglected in its focus on EU. This will be more out of necessity to diversify market outlets than out of a knee-jerk reaction. The Turkish economy suffered heavily for its dependence on European and Middle Eastern export markets when these were hit by economic and political crises, respectively.

Moreover, Turkey may find in the 'East' partners more sympathetic to its struggle for democracy, for inclusionary politics in government. It implies addressing the tensions of achieving economic growth while ensuring an equitable distribution of the fruits of that growth in the global market and calling for effective government, decision-making, and initiative. The model of government in global market economies, proposed by the West, has been one based on a politics of exclusion, which has kept large segments of populations from having a voice in who governed them or who made decisions regarding their livelihoods, be they governments, market experts, or security or military regimes.

Painful experiences, both in the Middle East, following Iraq's occupation by Western coalition forces in 2003 and in post-crisis EU, point to the bankruptcy of this model of exclusionary politics and reveals serious democracy deficits. Yet societal forces in various forms and extremes — Trump followers in the U.S., Brexit voters in Great Britain, right wing movements in Europe, the on-going civil wars and terrorism in the Middle East — find ways of expressing themselves or taking action against what they perceive to be threats to their fundamental right to a living, to survival.

The resistance of ordinary people in Turkey is a struggle against the prospect of being governed by actors with dubious global agendas; they want to assert the priority of their choices in determining who governs them. And this is what the West seems to be missing. It has been snubbing or ignoring their struggles for democracy, for inclusion in decisions on who rules them. It seemingly prefers non-democratic forms of government in Turkey that are possibly more pliant to Western concerns in the region.

Parlement.

2 janvier 2016: attentat à Istanbul.

7 mars 2016: à Bruxelles, 28 chefs d'État et de gouvernement du continent négocient avec la Turquie pour tenter de juguler les flux de migrants. Les pays européens comptent sur la coopération d'Ankara pour retenir plus de migrants sur son sol. La Turquie demande à l'Union européenne trois milliards d'euros

d'aide supplémentaire « d'ici 2018 ».

15 au 16 juillet 2016 : tentative de coup d'État commanditée par un « Conseil de la paix dans le pays », une faction des Forces armées turques que le gouvernement turc accuse d'être liée à Fethullah Gülen. La tentative s'est soldée par un échec et le bilan officiel fait état de plus de 290 morts.

20 juillet 2016: le Conseil des ministres turc

instaure l'état d'urgence pour une durée de trois mois.

Au **19 août 2016**, 25917 personnes ont été placées en garde à vue dans le cadre de l'enquête sur la tentative de coup d'État. Par ailleurs, 13419 personnes ont été mises en détention préventive, et les passeports de 74562 personnes ont été confisqués. Près de 5000 fonctionnaires ont été licenciés

et 80 000 suspendus. Le gouvernement a fermé 4262 fondations, hôpitaux, institutions éducatives, associations, médias, syndicats et entreprises.

2 septembre 2016: 2346 personnes travaillant au sein de l'enseignement supérieur ont été licenciées.

Novembre 2016: Le Parlement européen demande le gel des négociations d'adhésion.

Une journée pour l'eau a été organisée lors de la COP 22 de Marrakech, une première internationale qui redonne à l'eau un sens politique fondamental que les institutions chargées de sa gestion doivent affirmer.



Par
EDITH KAUFFER
RÉSIDENTE 2016-2017 •
IMÉRA D'AIX-MARSEILLE

relations entre États mais aussi à diverses échelles, notamment locales, et à travers les interactions entre les différents acteurs individuels et collectifs qui interviennent dans la gestion de l'eau et dans ses usages. Le politique, entendu de manière générale comme

Pour la première fois en plus de 20 ans, une Journée Globale d'Action pour l'Eau a été réalisée dans le cadre de la Conférence des Parties (COP22) le 9 novembre 2016 à Marrakech, au Maroc. Cet événement, salué par les acteurs de l'eau à l'échelle internationale, peut être interprété de différentes manières. D'une part, il recentre clairement le thème du changement climatique autour de l'eau, non seulement en raison des impacts des phénomènes globaux sur l'eau mais aussi en fonction des perspectives de solutions qu'il permet d'envisager, comme les déclarations officielles l'ont signalé. D'autre part, c'est un signe pour les analystes de la politique de l'eau qu'elle est avant tout une donnée et une problématique politique et que, par conséquent, les solutions aux problèmes de l'eau, quels que soient leur échelle, passent par des processus politiques.

La reconnaissance récente de la dimension politique de l'eau anime tout un courant actuel de la littérature internationale en sciences sociales depuis au moins une décennie. Pour comprendre cette réalité, il faut partir d'une prémisse fondamentale: **l'eau est un thème profondément politique** — dans une triple acception de *politics* ou lutte pour le pouvoir, *policy* ou politique et action publiques et de relations de pouvoir et de domination — qui s'exprime non seulement dans les

les dynamiques de conflit-régulation ou « l'art de la coexistence » (Badie, 2016), possède une gamme étendue d'expressions lorsque l'on analyse la gestion de l'eau et les différentes pratiques socioculturelles associées à la ressource.

Replacer l'eau dans sa dimension politique implique en premier lieu de **surmonter la dépolitisation** constante que les nombreux acteurs qui participent à sa gestion et aux politiques de l'eau tentent sans cesse de réaliser. Cette dépolitisation s'effectue par une réaffirmation du caractère essentiellement technique de leurs actions, une définition donnée au bassin-versant conçu comme un espace uniquement naturel (Molle et Wester, 2009) et un discours ponctué d'excuses qui suggère que le politique saborde les débats autour de l'eau. Cette excessive dépolitisation continue à être au cœur de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) qui constitue à l'heure actuelle le principe fondamental des politiques de gestion de l'eau dans le monde, et plus particulièrement chez de nombreux acteurs qui réalisent des activités sous son égide. Lors d'une conférence internationale, un directeur général d'une Agence française de l'eau affirmait à propos de son institution qu'elle était une « Agence non politique qui doit proposer des solutions sur un



problème politique » (14^e Conférence EURO-RIOB, Lourdes, octobre 2016).

Les agents qui interviennent dans la gestion de l'eau participent notablement aux politiques de l'eau dans la mesure où ils contribuent à la fois à la mise en œuvre des politiques de l'eau — en tant que politiques publiques — et au politique, conçu comme un entrelacement entre conflits et régulations. Ces interventions, effectuées sous l'étiquette de la GIRE, se déroulent grâce à des processus participatifs et inclusifs de négociations qui impliquent forcément des tensions, voire des conflits de diverses natures (RIOB, 2016b). En effet, l'intégration des acteurs de l'eau se concrétise à travers diverses structures institutionnelles qui s'interconnectent depuis l'échelle locale vers l'international, en transitant par des institutions intermédiaires variées sur le plan national.

Pour ne parler que de la Méditerranée, les agences de l'eau en France, les confédérations hydrographiques en Espagne ou les agences de bassin au Maroc constituent des exemples de structures gouvernementales de ce type. Ainsi, parmi les outils privilégiés de la GIRE et, au-delà, des institutions formelles et spécifiques de gestion, locales ou nationales, associées à un bassin — ou internationales dans les cas transfrontaliers — un certain nombre de réseaux ont été formés, destinés à renforcer divers aspects du fonctionnement des politiques hydriques nationales, à inclure les différents acteurs participants de la gestion de l'eau et à diffuser les principes d'une bonne gestion de l'eau. Les institutions gouvernementales sont apparues entre les années 1960 et la fin du xx^e siècle, et c'est entre le milieu des années 1990 et le début du xxi^e siècle que des institutions

Bibliographie

Badie, Bertrand (2016), "Intervention aux Rencontres d'Averroès", *Table ronde La faille géopolitique*, Marseille, 12 novembre.

De Stefano, Lucia, Lynette de Silva, Paris Edwards P. et Aaron T. Wolf (2009), *Updating the International Water Events Database*, Programme for Water Conflict Management and Transformation, Dialogue Paper, Side Publications Series, Paris, Oregon State University, for From Potential Conflict to Cooperation Potential (UNESCO PCCP), The United Nations - World Water Assessment Program.

Dinar, Ariel, Shlomi Dinar, Stephen McCaffrey et

Daene McKinney (2007), *Bridges over Water. Understanding Transboundary Water Conflict, Negotiation and Cooperation*, Danvers, World Scientific Publishing.

Dinar, Shlomi (2008), *International Water Treaties. Negotiation and Cooperation along Transboundary Rivers*, Londres - New York, Routledge.

Elhance, Arun P. (1999), *Hydropolitics in the Third World. Conflict and Cooperation in International River Basins*, United States Institute of Peace Press, Washington.

Kauffer Michel, Edith (2011a), "La hidropolítica en el río Senegal: acercamiento a un desvío antropológico", *Ichan*

Tecolotl, Año 22, Núm. 255, noviembre, pp. 2-5.

Kauffer Michel, Edith F. (2011b), "De la abundancia del agua a la escasez de estudios: retos y perspectivas de las hidropolíticas en la frontera México-Guatemala-Belice" en Edith F. Kauffer Michel (coord) *Entre manantiales y ríos desatados: paradojas de las hidropolíticas fronterizas (México-Guatemala)*, México, CIESAS, COLMICH, pp. 9-31.

Kauffer Michel, Edith F. (2014), "De las cuencas a la gestión integrada de recursos hídricos (GIRH) en Chiapas: una construcción histórica plasmada en escenarios concretos", in Edith F. Kauffer Michel, 2014, (Coord), *Cuencas*

en Chiapas. La construcción de utopías en cascada, México, CIESAS, Biblioteca del agua, pp. 17-51.

Lasserre, Frédéric et Annabelle Boutet, (2002), "Le droit international régle-t-il les litiges du partage de l'eau? Le bassin du Nil et quelques autres cas", *Revue Études Internationales*, XXXIII, 3, pp. 497-514.

Molle, François (2008), "Nirvana Concepts, Narratives and Policy Models; Insights for the Water Sector", *Water Alternatives*, 1 (1), pp. 131-156.

Molle, François et Philippus Wester (2009), "River Basin Trajectories: an Inquiry into Changing Waterscapes" in Molle,



La recherche doit s'orienter autour d'efforts dirigés vers un élargissement des problématiques locales, nationales et internationales de l'eau et chercher à mettre en évidence leur dimension politique entrelacée.

éludés, soit réduits à des aspects techniques concrétisés par une GIRE dépolitisée, naturalisée, limitée aux aspects techniques, hydrauliques et climatiques alors que son rôle est profondément politique.

Sur le plan transfrontalier, il est nécessaire de dépasser la relation entre conflits et coopération de manière traditionnelle, c'est-à-dire dans la perspective d'une dichotomie et d'une analyse séparée, à

théorique et méthodologique permettrait de mettre en évidence que le politique de l'eau ne se réduit pas à l'international ni aux États, mais doit prendre en compte de nombreux acteurs, phénomènes et processus, ainsi que leur caractère entrelacé.

Le politique de l'eau se trouve au cœur de la rencontre entre les politiques de l'eau, les multiples mobilisations politiques actuelles autour des ressources en eau, les conflits liés à l'eau à différentes échelles et les actions mises en œuvre pour y répondre. Le politique de l'eau touche aux valeurs, aux représentations et aux interactions entre acteurs qui utilisent la ressource dans un contexte marqué par de profondes transformations qui est loin aujourd'hui d'être favorable à une amélioration de la qualité et de la quantité des eaux disponibles, si l'on prend en compte les perspectives avancées en matière de changement climatique pour les années et décennies à venir.

Il va au-delà des États et des relations internationales et son étude gagnerait à s'attacher au concept élargi d'hydropolitique — en matière d'acteurs, de processus observés et d'échelles analysées — ou à d'autres perspectives visant à repenser le politique de l'eau.

Quant aux acteurs de la gestion de l'eau, il est temps qu'ils assument à toutes les échelles le fait que leur rôle est profondément politique, comme le démontre le processus politique mis en œuvre depuis la COP 21 de Paris qui a permis de positionner le thème de l'eau en relation avec le climat sous le slogan « Climate is Water » en 2016 lors de la COP 22 au Maroc. Après avoir replacé l'eau au sein du débat climatique, il est désormais impératif de repositionner le politique au sein des débats académiques mais aussi professionnels et sociétaux sur l'eau.

thématiques internationales voient le jour. Toutes ont un rôle profondément politique, indépendamment de leur échelle d'action et de leurs liens plus ou moins proches avec les États, car elles participent à la définition des politiques de l'eau, à la perpétuation du modèle de la GIRE à l'intérieur des frontières nationales et au-delà, à la définition des problèmes de l'eau et aux propositions de solutions. C'est ainsi qu'un réseau d'au moins 24 institutions, qui inclut des agences internationales, des organisations non gouvernementales, des associations scientifiques et des réseaux déjà existants, a décidé de positionner le thème de l'eau au sein de la COP 22 grâce à un travail politique mené à bien dans le domaine international (*Climate is water*, 2016).

À l'échelle globale, les eaux ne respectant pas les frontières des États, de nombreuses masses d'eau et leurs bassins-versants respectifs donnent une dimension politique internationale à de nombreux enjeux. **Les thèmes transfrontaliers de l'eau sont généralement complexes et très délicats pour les États car ils mettent en jeu leur souveraineté territoriale** (Lasserre et Boutet, 2002). En général, ils sont soit

l'instar de la littérature internationale des années 1990-2000 (Elhance, 1999; Dinar et al, 2007; Dinar, 2008). Il faut ainsi considérer une simultanéité des conflits et des actions de coopération dans un bassin-versant transfrontalier (Kauffer, 2011a; Kauffer, 2014) ou autour d'une masse d'eau qui dépasse une frontière politique. L'existence d'un continuum non linéaire entre conflits et coopération à l'échelle des eaux transfrontalières articulé autour d'une simultanéité d'actions et d'une pluralité d'acteurs met en évidence une variété de relations entre conflits et coopération en matière hydrique dans les aires transfrontalières (Kauffer, 2014), et dépasse la vision antinomique proposée par certains auteurs (De Stefano et al, 2009). Elle s'articule avec les propositions récentes en termes méthodologiques de Zeitoun et Mirumachi (2008) autour de la notion de *water interactions* et, sur le plan théorique, avec le concept redéfini et revisité de *hydropolitics* ou hydropolitique (Turton, 2002; Kauffer, 2011b). En effet, ce dernier suggère la prise en compte des acteurs non étatiques dans l'analyse des dynamiques de conflits et de coopération dans les bassins-versants transfrontaliers qui sont fondamentaux pour comprendre les dynamiques observées. Cette ouverture

François et Philippus Wester (eds) *River Basin Trajectories; Sociétés, Environment and Development*, Cab International, IMWI, Reino Unido, pp. 1-19

Réseau International des Organismes de Bassin (RIOB) (2016a), "The Action agenda creates a day dedicated to water and climate issues to support the implementation of the Paris Agreement and promote Climate Justice", RIOB, www.riob.org/riob/agenda-des-evenements/article/l-eau-a-la-cop22-conference-des, consulté le 10 novembre 2016.

Réseau International des Organismes de Bassin (RIOB) (2016a), "Une Gestion Intégrée de Bassin impose pour

affronter les grands défis mondiaux" RIOB, http://www.riob.org/IMG/pdf/FRA_Fiche_RIOB_-_Gestion_de_bassin_et_changement_climatique_-_2016.pdf, consulté le 10 novembre 2016.

Réseau International des Organismes de Bassin (RIOB) et Conférence des Parties (COP) 22 (2016), "Communiqué de Presse. COP 22: Le Plan d'Action organise une Journée consacrée à l'eau et au climat pour souvenir la mise en oeuvre de l'Accord de Paris et promouvoir la Justice Climatique", in RIOB, http://www.riob.org/IMG/pdf/FR_COP22_-_communiqu_e_de_presse_-_journ_e_d_action_pour_l_eau_

pdf, consulté 13 novembre 2016.

Turton, Anthony (2002), "Hydropolitics: the concept and its limitations", in Anthony Turton et Roland Henwood (eds.) *Hydropolitics in the developing world: a Southern African perspective*, Pretoria, African Water Issues Research Unit, pp. 13-19.

Warner, Jeroen, Philippus Wester et Alex Bolding (2008), "Going with the Flow: River Basins as the Natural Units for Water Management?", *Water Policy*, vol. 10, n° 2, pp. 121-138.

Wester, Philippus et Jeroen Warner (2002), "River

Basins Management Reconsidered", in Anthony Turton y Rutgers Henwood (eds.), *Hydropolitics in the developing world: A Southern African Perspective*, Pretoria, African Water Issues Research Unit.

Climate is water (2016), Flyer, in *Climate is water*, <http://www.climateiswater.org/content/uploads/2016/10/FLYER-20-10.pdf>, consulté 14 novembre 2016.

Zeitoun Mark et Mirumachi N. (2008), "Transboundary water interactions I: Reconsidering conflict and cooperation" *International Environment Agreements*, 8, pp. 297-316

Les espaces verts urbains : participation citoyenne et urbanisme écologique



Par
**AMMARA
BEKKOUCHE**
RÉSIDENTE 2016-2017 •
IEA DE NANTES

L'espace vert en tant qu'indicateur de qualité paysagère pose la question de sa durabilité face à une urbanisation croissante. Cette situation s'aggrave également à cause des impacts du changement climatique où l'eau constitue une préoccupation majeure.

Dans la phase actuelle des problématiques urbaines, les espaces verts assurent théoriquement à la ville un continuum de nature selon des normes établies. Bien qu'elles soient nécessaires, leur application inconditionnelle dans des contextes différents ne produit pas le même effet, et n'a pas la même efficacité. Aussi, et au-delà des configurations courantes pour assurer des fonctions estimées universelles par le Mouvement Moderne*, l'urbanisme écologique préconise de prendre en considération le milieu humain dans son contexte historique et environnemental¹. Une telle démarche induit un nouvel imaginaire urbain basé sur des pratiques et des services² à identifier en relation aux finalités présumées de l'espace vert. Se définissant généralement comme étant un lieu ludique, il se singularise par ses capacités polyfonctionnelles en relation à la diversité des situations et d'aménagement. Espace de transition, il apparaît de la sorte comme un moyen d'articuler les dichotomies dedans/dehors, privé/public et par conséquent un intermédiaire dont les variations conceptuelles sont les reflets des représentations sociétales.

L'observation des cités d'habitat collectif en Algérie montre la manière dont les habitants s'impliquent pour végétaliser leur territoire. Comment l'agencement des éléments bâtis influe sur les résidents pour créer des jardins en pied d'immeuble? L'emprunt des méthodes initiées par Chombart de Lauwe en France concernant

le besoin, l'aspiration et la dynamique culturelle des habitants³ donne sens au contexte actuel de participation citoyenne. La mise en évidence des processus et stratégies qui suscitent la création de jardins collectifs vise à déceler les supports des motivations des apprentis jardiniers dans l'hypothèse d'aménagement urbain écologique.

LES ZONES D'HABITAT URBAIN NOUVELLES: UN POTENTIEL FONCIER SIGNIFICATIF

Les Zones d'Habitat Urbain Nouvelles (ZHUN)⁴, sont avantagées par leur localisation péri-centrée qui leur attribue un potentiel favorable pour un aménagement écologique. L'existence de vastes espaces ouverts offre des possibilités d'intervention en adéquation avec les préceptes avancés: aération et ensoleillement favorables, prospects confortables, continuité visuelle. Les signes probants pour une telle éventualité se perçoivent à travers les multiples transformations effectuées par les habitants pour se doter de jardins à proximité de leur logement. Ces modifications, résultant de pratiques



sociales au sein d'un territoire, renvoient à la notion d'appartenance à un milieu⁵, signifiant avoir un rapport « familier » avec l'espace en lui « imprimant » une « marque personnelle »⁶. Les soins octroyés aux jardins limitrophes à l'habitation est une attitude qui retient

particulièrement notre attention, compte tenu des difficultés de la gestion centralisée qui compromettent leur pérennité. *Porteuses de sens*⁷, ces initiatives compensatoires⁸ ont pour avantage de structurer des liens en rétablissant la hiérarchie manquante.

Toutefois, la participation des habitants en vue d'améliorer l'extérieur des cités d'habitat collectif se heurte à des problèmes d'aptitude et de droit d'usage foncier, qui est du domaine de l'État. D'où la nécessité d'adapter de nouveaux outils de gestion⁹, pour initier une autre façon de concevoir l'espace vert de proximité dans un milieu urbain partagé.

ASPECTS DU PROBLÈME DE LA REPRÉSENTATION DES ESPACES VERTS DE L'HABITAT COLLECTIF EN ALGÉRIE

Contraint par l'urgence de la réalisation de programmes importants de logements depuis les années 1970, l'État algérien a opté pour la formule des grands ensembles préfabriqués. Les ZHUN notamment ont suivi les recommandations de la Charte d'Athènes où les espaces verts publics affectés à différentes fonctions, sont projetés conformément aux normes usuelles (jeu, rencontre, détente, sport, agrément...). Après deux décennies, les écarts perceptibles dus en partie aux carences de gestion et au vandalisme désavouent les vertus paysagères escomptées. Bien que l'étendue de l'espace extérieur représente théoriquement un critère de confort et une aubaine pour les paysagistes¹⁰, les confusions de ses perceptions fonctionnelles font l'objet de controverses quant à leurs prétendus avantages¹¹. Le Corbusier déjà, qui en a été le chef de file, avait dit son embarras devant *l'immensité des vides* et ses probables inconvénients sur les habitants¹². Accentuant le doute sur les notions de *fluidité* et de *liberté*, imaginées par l'urbanisme moderne (CIAM)¹³, Jane Jacob avait émis de vives critiques *contre le zoning*¹⁴ notamment sur

Références

* Le *Mouvement moderne* est un courant de pensée apparu dans les années 1920, axé sur le fonctionnalisme et le rationalisme de l'architecture et l'urbanisme. Il donna lieu à l'expression *style international* dont la caractéristique principale est de construire des bâtiments ne tenant pas compte des modèles traditionnels et du contexte socioculturel.

1. **Rapport, Amos**, (2003), *Culture, architecture et design*, Infolio, 160 p.

2. La notion de service se substitue à celle de rôle de l'espace vert du fait qu'elle se rattache à la représentation de sa valeur intrinsèque à inscrire dans le cadre de l'urbanisme écologique.

3. **Chombart de Lauwe, Paul-Henry**, (1965), *Des hommes et des villes*, Paris, Payot, 272 p.

4. Réalisées selon le modèle des Zones à urbaniser en priorité (ZUP) en France.

5. **Gehl, Jan**, (1987), *Life Between Buildings: Using Public*

Space, (transl. by Koch, J.), New York: Van Nostrand Reinhold, 200p.

6. **Chombart de Lauwe, Paul-Henry**, op.cit.

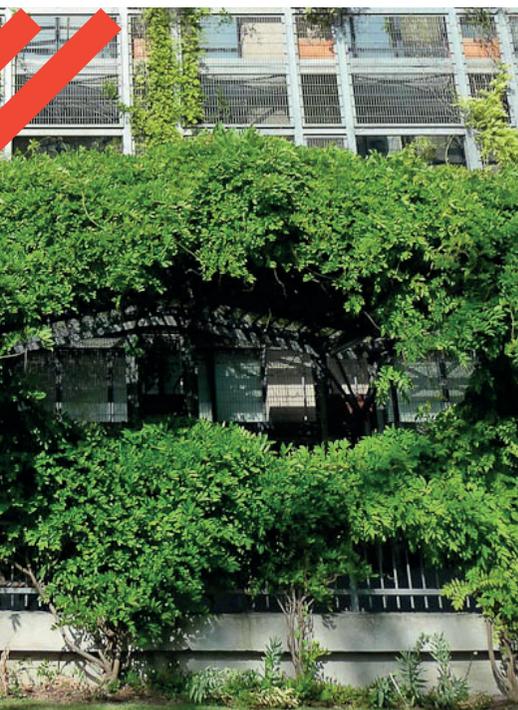
7. **Lachapelle, René** (2004), « Le développement des communautés: enjeux et opportunités », Communication à la Journée d'étude intersectorielle de la Haute-Yamaska, Granby, 15 janvier 2004, 19 p.

8. Le terme *empowerment* est utilisé pour qualifier ces types d'intervention citoyenne. Il est traduit en français

par l'« appropriation du pouvoir d'agir ».

9. L'adaptation de nouveaux outils tenant compte de la participation citoyenne est une conception mise en application dans de nombreux pays ayant opté pour des formes participatives dans la gestion des espaces verts. Voir par exemple, Cérézuelle, Daniel et Roustang, Guy (2010), *L'autoproduction accompagnée, Sociologie économique*, éditions érès, 208 p.

10. **Blanchon, Bernadette**, « Pratiques et compétences



identification des facteurs significatifs. L'approche vise à clarifier le rôle et la délimitation des espaces intermédiaires dont les fonctionnalités font précisément défaut dans la conception et la structuration de l'environnement extérieur à l'habitat collectif.

LE JARDIN « BRISE-VUE », UN ENJEU DE LA PARTICIPATION CITOYENNE

De nombreux pays d'obédience démocratique ont mis en place des mécanismes visant à associer les citoyens pour participer à la préservation des espaces verts de leur cité. L'expérience acquise montre que la *décentralisation des procédures de décisions*¹⁷ et la notion de participation lèvent les questions de l'échelle d'intervention et du contexte socioéconomique. Afin d'améliorer les techniques, des conditions d'efficacité de la participation ont pu être mises à profit selon des considérations systémiques des problèmes à traiter, intégrant pratiques sociales et aménagements spécifiques. Comme pour toute action expérimentale concluante, ces dernières constituent un réel progrès dans la mise en œuvre de la fonction participative, mais leur transposition dans d'autres milieux nécessite quelques discernements.

En Algérie par exemple, une opération de participation qui désignait un agent pour gérer les espaces communs à l'habitat collectif s'est soldée par un échec. Elle a néanmoins permis de reconnaître que, puisqu'elle relevait d'un mimétisme inadapté, il fallait initier d'autres moyens pour garantir des résultats de la participation citoyenne¹⁸. Fort de cette expérience, il a pu être observé que le mobile qui incite l'habitant à réaliser un jardin relève principalement de la motivation individualiste, dont la légitimité est à rattacher au mode de vie. L'enjeu n'est ni esthétique ni ludique: il consiste à compléter un aménagement pour matérialiser un jardin « brise-vue »¹⁹ dans le but de maintenir les fenêtres ouvertes. Considérer que c'est un potentiel de participation à encourager est un élément du processus de production de jardins en milieu urbain. Quelles seraient alors les modalités à observer pour soutenir les pratiques de végétalisation de ces types d'espaces

intermédiaires? Dans l'hypothèse d'une politique de la ville, il serait possible de les développer en activant simultanément certaines potentialités de proximités socio-spatiales. Elles impliquent l'appropriation active de l'espace extérieur en vue de s'investir dans la création de jardins au sein de la cité.

L'analyse des formes de « détournement » du domaine public pour entretenir des jardins comme des propriétés privées est éclairante à ce sujet. Comment les définir et quels sont les facteurs qui les stimulent?

LES CONCEPTIONS FAVORISANT L'APPROPRIATION DES ESPACES INTERMÉDIAIRES

Certains agencements d'immeubles favorisent l'appropriation des espaces extérieurs générant des initiatives d'aménagement en jardin dont le but est de préserver l'intimité familiale, et non pour y séjourner. L'argument de protéger la vie intérieure, explique sans doute la « tolérance » de l'administration à l'égard de l'illégalité de certains espaces appropriés. Les plantations au pied des constructions qui s'apparentent quelquefois à des potagers créent un écran face à la rue. En plus de leur rôle sécurisant, l'impact paysager de ces aménagements, s'ils venaient à se généraliser, est intéressant en termes de différenciation et de marquage identitaires des zones d'habitat. Le choix des matériaux et des végétaux singularisent la composition spatiale pour redessiner la rue, redéfinir l'usage de l'espace extérieur et assurer un meilleur environnement pour tous.

Les formes d'appropriation répertoriées à Oran permettent de relever des récurrences ou des dissemblances en rapport aux caractéristiques morphologiques de la cité (taille, nombre de logements, forme et répartition des immeubles). Elles se manifestent par l'aménagement d'un bout de terrain où les jardins individuels, fréquemment clôturés et attenants au logement, se localisent dans les cités de grandes tailles. L'appropriation collective, plus rare, existe par la volonté de groupes d'individus qui s'organisent pour

entretenir un jardin d'agrément commun. Ces observations donnent à supposer que le facteur *taille* conjointement à la *composante sociale* influent sur la conception et la répartition des espaces verts dans les cités d'habitat collectif.

CONCLUSION

L'approche de la question des espaces verts dans les cités d'habitat collectif à Oran a tenté de mettre en évidence quelques caractéristiques socio-spatiales, susceptibles d'initier un processus de végétalisation dans le cadre de l'urbanisme écologique. Elle gage sur le bien-fondé et l'identification de parcelles publiques appropriées par l'habitant pour réaliser « son » jardin.

L'observation de pratiques d'appropriation de l'espace extérieur a relevé que le mobile est l'aménagement d'un lieu pour protéger l'intimité intérieure au logement en rez-de-chaussée. Il est porteur de significations que les aménageurs doivent prendre en compte, aux fins de répondre à des besoins non répertoriés par la classification normative. Cette vision suggère d'intégrer, dans les plans d'urbanisme, les jardins informels en tant qu'espaces intermédiaires ayant pour fonction de structurer l'espace extérieur au sein des cités. Face aux dysfonctionnements actuels, un encadrement professionnel pourrait alors fournir un soutien conformément à la loi relative à *la gestion, la protection et le développement des espaces verts*²⁰. Dans ces conditions, la coopération entre décideurs et citoyens nécessite des actes dans le sens démocratique de décentralisation de la gestion urbaine, telle que préconisée par l'urbanisme écologique.

Enfin le processus de végétalisation de la ville ouvre de nouvelles pistes de recherche, en admettant que l'élément végétal peut être un vecteur d'activités économiques et un *outil de résilience urbaine*²¹. Étendues au sud de la Méditerranée, les inductions de ces relations renvoient au problème de la durabilité dans un climat semi-aride, à l'improbabilité de la gestion et à l'ambiguïté d'usage réglementaire. // // // //

//////////

l'insécurité et les perversions que pouvait générer ce *no man's land*. D'autres débats dans ce sens ont visé les inconséquences du fonctionnalisme, des ruptures d'échelle (Bacon, 1976¹⁵; Gehl, 1987), et l'absence de considération des pratiques sociales. De plus, les coûts d'entretien induits et leur inadéquation au droit public et privé confirment le constat de *deux logiques qui coexistent sans ne jamais se rencontrer*¹⁶. C'est ainsi qu'en dépit des restrictions législatives, les riverains comblent le vide qui les environne en prenant en charge des terrains délaissés.

De façon générale, les villes ne cessent de s'étendre selon les archétypes du zoning dont les normes urbanistiques prévoient des parcelles destinées à être plantées. Mais la réalité montre le spectacle désolant d'espaces en friches ou poussiéreux, malgré les efforts déployés par les municipalités guidées par des clauses administratives en partie obsolètes. Dans ces circonstances, il nous importe d'analyser les pratiques habitantes qui s'impliquent pour pallier aux altérations de leur cadre de vie. Elles se manifestent par la plantation de jardins attenants à l'habitation au gré d'opportunités foncières aléatoires et éparses. Elles posent néanmoins le problème d'appropriations informelles du fait de leur infraction à la réglementation. Aussi, l'objectif d'étudier les représentations de ces types de jardins individuels, conjecture d'envisager leur propagation dans la cité après

paysagistes dans les grands ensembles d'habitation, 1945-1975 », in *Strates. Paysage urbain: genèse, représentations, enjeux contemporains*.

11. L'observation révèle des confusions voire des conflits d'usage dus aux ambiguïtés à définir la fonctionnalité des lieux en tant que jardin, place, espace de jeux, stationnement ou terrain de foot, etc.

12. **Le Corbusier, cité par Beguin François, (1997), « Vagues, Vides, Verts » in *Le Visiteur*, n° 3, p. 64.**

13. Congrès internationaux d'architecture moderne, liés au Mouvement Moderne et au fonctionnalisme.

14. **Jacob, Jane, (1961), *The Death and Life of Great American Cities*, New York, citée par Françoise Choay (1979), *L'urbanisme, utopies et réalités. Une anthologie*, Seuil Collection: Points - Essais, p. 375.**

15. **Bacon, Edmund N. (1976), *Design of Cities*, New York: Penguin Books, 336 p.**

16. Voir à ce sujet le dossier « Illégalité et urbanisation »

de la revue *Urbanisme* N° 318, mai-juin 2001.

17. **Aggéri, Gaëlle (2010), *Inventer les villes-natures de demain...*, edicagri éditions, 199 p.**

18. Revue de l'Habitat N° 2, novembre 2008, Allocutions de Nouredine Moussa, Ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme, « Civisme et sauvegarde du patrimoine immobilier », p. 3; et Ahmed Nasri, Directeur de la Coopération et de la Planification, « Nos immeubles en panne de citoyenneté », p. 29.

19. Le vocable « brise-vue » est une clôture minérale. Sa fonction évoque celle du « moucharabieh » défini comme étant un « treillis en saillie protégeant une fenêtre et permettant, dans l'architecture des pays arabes, de voir sans être vu ».

20. Loi N°07-06 du 25 Rabie Ethani 1428 correspondant au 13 mai 2007 relative à la gestion, à la protection et au développement des espaces verts.

21. www.agence-nationale-recherche.fr.

Produire du langage

#aideredaction

#TAL

#GAT



Par
GUY LAPALME
RÉSIDENT 2016-2017 •
IMÉRA D'AIX-MARSEILLE

Produire du langage consiste à réaliser un but non linguistique sous forme de langue (mot, phrase, texte). La tâche est complexe et peut-être vue sous différents angles: linguistique, psycholinguistique, informatique. Dans ce dernier cas, on peut envisager la création de programmes effectuant la tâche de manière complètement automatique, ou, au contraire, de manière interactive. La machine assiste alors l'être humain dans une des étapes menant du but à la réalisation linguistique: idéation, structuration d'idées et expression (accès lexical).

Je travaille depuis plusieurs années avec Michael Zock au LIF-CNRS (Marseille) sur la production interactive du langage pour créer des outils assistant un être humain à structurer et communiquer ses idées en langue (maternelle ou étrangère).

La génération interactive est bien différente de la génération automatique de texte (GAT). Aussi, la prise en compte de facteurs cognitifs (attention, mémoire de travail, connaissances disponibles à un moment donné) soulève-t-elle des défis complètement absents en GAT où les connaissances nécessaires à l'accomplissement des différentes tâches sont disponibles à tout moment, sans génération incrémentale. En GAT, il n'y a pas de distraction et le traitement s'effectue d'une manière fixe, allant généralement du niveau conceptuel vers l'expression sans rétroaction.

L'approche est multidisciplinaire et à la frontière du traitement informatique de la langue et des sciences cognitives

(psycholinguistique, neurosciences). L'aide peut toucher n'importe quel aspect du processus: l'idéation, structuration d'idées, expression (accès lexical, construction de phrase, articulation/orthographe), et différentes formes de

déficits, par exemple l'apprentissage de langues étrangères, etc.

La production interactive peut donc être vue comme l'intégration de principes cognitifs à la génération automatique de texte plus traditionnelle organisée autour d'un enchaînement de modules. Pour pouvoir mettre en place ces idées, j'ai bénéficié d'un séjour de plusieurs mois au Laboratoire d'informatique fondamentale de Marseille (LIF, 2009-2010). Outre la mise en place de ces idées qui doivent déboucher sur la rédaction d'un ouvrage et d'outils web, nous avons organisé une table ronde sur le traitement interactif du langage à la conférence TALN 2010 [4]. Des publications et systèmes de démonstration ont été produits dans le cadre de ces réflexions [5, 6, 7].

COMPLEXITÉ DE LA PRODUCTION DU LANGAGE

La production du langage est complexe pour plusieurs raisons:

- elle implique la résolution de plusieurs tâches (conceptualisation, formulation, articulation, etc.), elles-mêmes complexes et susceptibles de donner lieu à des résultats incompatibles avec des choix antérieurs
- les conséquences d'un choix peuvent être multiples, imprévisibles et interdépendantes
- les processus et les données sur lesquels ils opèrent sont nombreux et hétérogènes



- les choix doivent s'effectuer très rapidement, alors que le nombre d'éléments parmi lesquels il faut choisir est vaste; pour prendre un simple exemple: nous produisons 2-4 mots par seconde; alors que ces mots doivent être trouvés dans un répertoire (dictionnaire mental) comptant facilement plus de 50 000 mots [3].

Le langage est souple et son traitement flexible, ce qui est vital, car les connaissances nécessaires aux

différentes étapes n'arrivent pas toujours à temps et dans le même ordre, bien au contraire. On doit donc trouver des solutions de rechange (synonymes, paraphrases), des compromis ou des accommodements pour permettre à des retardataires de se glisser au dernier moment. Ceci évite que des délais trop longs n'arrêtent tout le processus de production de langage. Lors d'un discours spontané, les gens utilisent toutes sortes de stratégies (pauses, expressions spécifiques ou figées, articulation ralentie, etc.) pour faire

Références

1. Levelt, W. (1989). *Speaking: From intention to articulation*. Cambridge, MA: MIT Press.
2. Reiter, E. and Dale, R. (2000). *Building Natural Language Generation Systems*. Cambridge University Press.
3. Zock, M. (2014). "Word finding problems and how to overcome them ultimately with the help of a computer". In *Cogalex-IV*, pages 221-230, Dublin, Ireland.
4. Zock, M. and Lapalme, G., «Du TAL au TIL» (2010), In *Actes de TALN 2010*, 6 pages, Montréal, juillet 2010.
5. Zock, M. et G. Lapalme (2011). «Patrons de phrase, raccourcis pour apprendre rapidement à parler une nouvelle langue», in *Actes de TALN*, Montpellier, France, pp. 27-38
6. Zock, M., Lapalme, G. and Yousfi-Monod, M. (2012). "Learn to speak like normal people do: the case of object descriptions". In *9th International Workshop on Natural Language Processing AMD Cognitive Science (NLPCS 2012)*, pages 120-129, Wrocław, Poland. **Démonstrations en ligne** : WebREG: <http://www-labs.iro.umontreal.ca/~lapalme/WebREG/>
7. Zock, M., Lapalme, G. and Fang, L.J. (2015). "Become fluent in a foreign language by us-ing an improved technological version of an outdated method". *Journal of Cognitive Science*, 16(2):133-150.
Démonstration en ligne : DrillTutor: <http://agil.lif.univ-mrs.fr/DrillTutor/DrillTutor.php>

Qui est Ms. Meekle ?



Simon MacDonald est historien, spécialiste de l'Europe des XVII^e-XIX^e siècles. Il est en résidence à l'IEA de Paris en 2016-2017 pour son projet de recherche *Cosmopolitanism in eighteenth-century Europe: concepts, networks and practices*.

Pendant la Révolution française, un grand nombre de ceux que le changement de régime a desservi se retrouveront privés, par les nouvelles autorités, de leurs biens, notamment de leurs documents personnels. Les historiens s'intéressent tout particulièrement aux biens réquisitionnés qui dévoilent les vies de ceux qui, dans d'autres conditions, seraient probablement restées dans l'ombre. C'est en épluchant ces archives, il y a quelques années, que j'ai découvert ce qui avait été confisqué à un anglais vivant au temps du Paris révolutionnaire. Le journal que cet homme tenait, au début des années 1780, a suscité ma curiosité. Il y décrit ses voyages en Suisse et en France, sa vie sociale à Paris, sur fond de guerre d'indépendance des États-Unis, le tout agrémenté d'une foule de détails personnels sur la relation qu'il entretenait avec sa femme issue d'une grande et complexe famille.

Qui étaient ces personnes? Après m'être penché plus attentivement sur la question, j'ai compris que **l'auteur du journal s'appelait Samuel Meeke et que sa femme,**

Pour aller plus loin

Ce texte a été écrit par Simon MacDonald sur le blog d'Oxford University Press. Vous pouvez le consulter à cette adresse: <http://bit.ly/2fH4gF4>. Il a été traduit par Émiline Domingues, que nous remercions chaleureusement.

Vous pouvez également consulter l'article de Simon MacDonald, *Identifying Mrs Meeke: Another Burney Family Novelist*, à cette adresse: <http://bit.ly/2fH4pO3>

L'auteur

Simon MacDonald est docteur en histoire de l'Université de Cambridge (2011). Ses recherches sont axées sur l'histoire du cosmopolitisme au XVIII^e siècle, et il

Elizabeth Meeke, était la demi-sœur de la célèbre romancière Frances Burney. J'ai également découvert, que leur scandaleux mariage, en 1777, était le résultat d'une fugue amoureuse, ou plutôt d'un enlèvement. En effet, l'homme d'âge mûr avait éloigné la jeune Elizabeth, âgée alors de quinze ans, de Paris, où sa famille l'avait envoyé pour étudier. Scandalisés, ses contemporains voyaient en Meeke un aventurier, un charlatan qui avait perdu autant sa gloire que sa fortune.

Plus tard, en effectuant des recherches au Burney Centre à Montréal, j'ai pu retrouver la trace d'une certaine Mme Meeke, traductrice de nombreux livres du français à l'anglais au début du XIX^e siècle. De plus, entre 1795 et 1823, cette même Mme Meeke a écrit vingt-six romans, ce qui fait d'elle la romancière la plus prolifique de l'époque, dépassant même Sir Walter Scott. Mme Meeke n'a signé aucune de ses publications de son prénom. Cette Mme Meeke pourrait-elle être en vérité Elizabeth Meeke, la femme de l'auteur du journal que j'ai découvert dans les archives de Paris?

D'autres recherches m'ont permis de découvrir qu'il existait, par un heureux hasard, un document contenant le nom complet de l'auteur: une liste de best-sellers dressée en 1798 par Minerva Press, la maison d'édition ayant publié les romans de Mme Meeke. Dans ce document, dont il ne reste qu'une seule copie, détenue par la St Bride Library de Londres, le nom de l'auteur est spécifié comme étant Elizabeth Meeke. J'ai ensuite découvert des éléments confirmant que cette dénommée Elizabeth Meeke était bel et bien l'Elizabeth Meeke liée à la famille Burney. Les deux premiers romans d'Elizabeth Meeke avaient notamment reçu des critiques positives et anonymes dans le mensuel *Monthly Review*, et ces critiques, comme le révèle l'éditorial d'origine, furent écrites par Charles Burney, le demi-frère d'Elizabeth Meeke.

À première vue, il est plutôt étonnant de découvrir que la romancière la plus connue de l'époque, Frances Burney, était la belle-sœur de la première auteure de romans bon marché (de l'époque). C'est comme si, deux siècles plus tard, on établissait un lien de parenté entre Virginia Woolf et Agatha Christie. Mais qu'est-ce qui avait conduit Elizabeth Meeke à prendre la plume?

Dans l'un de ses romans, *Midnight Weddings* (1802), elle indique sans complexe que ses motivations étaient purement commerciales. Elle y adresse également un message aux futurs romanciers: « si vous ne parvenez pas à trouver un éditeur, les efforts fournis resteront vains. Une circonstance mortifiaante dans tous les sens

À première vue, il est plutôt étonnant de découvrir que la romancière la plus connue de l'époque, Frances Burney, était la belle-sœur de la première auteure de romans bon marché (de l'époque). C'est comme si, deux siècles plus tard, on établissait un lien de parenté entre Virginia Woolf et Agatha Christie.

du terme ». Elizabeth Meeke vécut elle-même une série de crises personnelles au début de sa carrière littéraire. Son divorce, en 1787, ternit pour le moins sa réputation et Frances Burney, qui eut alors l'occasion de croiser son chemin à Londres, déclara après leur rencontre: « my chilled Heart felt pain and averseness, even to horror, in every effort!» (*mon cœur, glacé, ressentait de la douleur et de l'aversion, peut-être même de l'horreur*). Norbury Philips, membre de la famille Burney élargie et alors âgé de cinq ans, pris note dans son journal des « terribles histoires de Mme Meeke » que racontaient ses aînés: « Quoi, elle a quitté son mari pour un autre gentleman! Alors elle est comme la reine Hélène, cette femme si méchante qui a quitté Ménélas pour partir avec Pâris. » Déshonorée, Elizabeth Meeke semble avoir décidé de rester vivre à l'étranger, avant de regagner la Grande-Bretagne seulement plus tard, en 1793, temps fort de la Révolution française. Sa sœur Maria Rishton espérait, à leurs retrouvailles, que « l'enfant prodige » soit devenu « un honnête repentant », mais elle déchantait rapidement et décida alors de « la laisser entre les mains du Tout-Puissant ».

Si la biographie d'Elizabeth Meeke se lit comme un roman à l'eau de rose, on peut également dire qu'elle lui a fourni suffisamment d'éléments pour écrire sa propre fiction populaire. L'action de son premier roman, *Count St Blancard* (1795), se déroule principalement en France, les années précédant la Révolution, et dépeint une série de drames familiaux gothiques: enlèvements, querelles intergénérationnelles et amours déçus. Le ton était donné pour le reste de sa production littéraire. Elizabeth Meeke comptait parmi ses fervents lecteurs l'éminent historien Thomas Babington Macaulay. Ce dernier expliquait que son « amour pour les romans de Mme Meeke » était la preuve incontestée de son goût « douteux » en termes de littérature.

Hannah Macaulay, sa sœur, a d'ailleurs déclaré: « **Il connaissait sur le bout des doigts tous les romans d'amour d'une certaine auteure prolifique du nom de Mme Meeke. On s'accordait cependant sur le fait que tous ses romans se ressemblaient et qu'à la fin, c'était toujours le jeune homme miséreux qui se révélait finalement être le fils d'un duc.** »

Il est ironique qu'une romancière dont les intrigues tournent autour de l'identité erronée de ses personnages finisse elle-même par endurer un tel sort, et pendant si longtemps. Pourtant, le lien qui se dessine peu à peu entre Elizabeth Meeke et Frances Burney s'avère finalement moins paradoxal qu'à première vue. Ce n'est pas un hasard si un tel fossé séparait la fiction ambitieuse de Burney et les écrits plus abordables de sa belle-sœur. La carrière d'Elizabeth Meeke, auteur prolifique attirée par l'argent mais rejetée par la majorité de sa famille, met en lumière les possibilités et les impératifs du développement du marché de la littérature populaire. **////////////////////**

Sa demie-sœur, **Frances Burney** (1752–1840) ou Fanny Burney, devenue Madame d'Arbly par son mariage, est une femme de lettres et romancière anglaise. En 1793, à quarante et un ans, elle épouse un émigré français, le général Alexandre D'Arbly. Leur fils unique, Alexander, naît en 1794. Après une longue carrière littéraire ponctuée de séjours en France pendant plus de dix ans, elle se retire à Bath où elle s'éteint le 6 janvier 1840. Elle a notamment publié *Evelina* (1778), *Cecilia* (1782), *Camilla* (1796), et *The Wanderer: Or, Female Difficulties* (1814).

s'intéresse particulièrement aux débats intellectuels. Il a été Max Weber Fellow 2015-2016 du European University Institute, Florence, Italie.

Elizabeth Meeke

Elizabeth Meeke (13 novembre 1761-c. octobre 1826?) est un auteur anglais prolifique. Elle a écrit environ 30 romans publiés par Minerva Press au début du XIX^e siècle. Elle a parfois utilisé comme pseudonyme Gabrielli. Elle a publié son premier roman, *Le comte de St Blanchard*, en 1795. Certains de ses ouvrages ont été traduits en français, comme *Elizabeth*, ou *les exilés de la Sibérie*.



Par
ALESSIO PETRIZZO
RÉSIDENT 2016-2017 •
COLLEGIUM DE LYON

Le criminel tatoué est une icône bien connue de l'imaginaire européen de la fin du XIX^e siècle. La littérature et les faits divers sont peuplés de personnages, anciens militaires ou marins, aventuriers ou évadés plus ou moins dangereux, qui portent sur leur corps cette trace témoignant d'une vie secrète et hors norme. En s'opposant à la norme sociale de la blancheur la plus immaculée, le tatouage associe le tatoué à des milieux sociaux peu respectables et à des environnements moralement suspects, voire à des cultures considérées comme primitives. Cette interprétation rencontre, en partie au moins, une légitimité croissante au sein des pratiques institutionnelles de l'époque. Après avoir abandonné l'usage de marquer les corps des condamnés (à l'exception du contexte colonial), surtout durant la seconde moitié du siècle, les appareils d'État ne renoncent pas à recenser, classer, interpréter les altérations – volontaires – découvertes sur les peaux des individus qui entrent dans le champ visuel des institutions. Il ne s'agit pas seulement d'enregistrer des informations utiles pour identifier d'éventuels récidivistes ou des cadavres anonymes. La longue histoire des stigmates, associés au corps marqué dans les sociétés européennes, fait qu'autour de cette forme inquiétante d'écriture volontaire sur la peau, on interroge, durant des décennies, les savoirs mobilisés autour de cette acquisition jusque-là inédite de détails sur les corps de citoyens subalternes, marginaux, transgressifs.

Dès les premières études médico-légales des années 1850, associées aux noms de Johann Ludwig Casper, Félix Hutin, Auguste-Ambroise Tardieu jusqu'à l'organisation des services d'identification et de police scientifique autour de personnages comme Alphonse Bertillon en France, Rodolphe Archibald Reiss en Suisse ou

Salvatore Ottolenghi en Italie, en passant par un nombre stupéfiant d'études des principales figures des sciences criminelles en Europe, le lien entre le choix de porter un tatouage et la déviance sociale ne cesse de se renforcer. Les raisons sont relatives à l'effet répétitif des groupes de sujets observés, provenant (paradoxalement, y compris pour les chercheurs les moins enclins à sceller théoriquement ce lien) d'institutions pénitentiaires, civiles et militaires, ou encore de services de signalement; ou à la nature de l'investigation, quelque peu *underground*, avec laquelle le thème du tatouage rencontre la curiosité de l'opinion publique dans le cadre de procès sensationnels, d'enquêtes policières passionnantes, ou de menus faits divers dans les pages des journaux régionaux dans lesquels il est souvent question de l'identification de cadavres anonymes, de dangereux malfrats ou de la découverte d'imposteurs et de récidivistes. À l'époque, l'apparition de la photographie judiciaire contribue pour sa part à inscrire ces figures de l'altérité sociale au registre de l'objectivité scientifique aussi bien que de la caution institutionnelle. Mais en dépit de ce que l'on peut croire, ce n'est pas la photographie qui a créé et fait circuler cette icône en premier. Au contraire, le style des photographies d'individus tatoués – très répandues au début du XX^e siècle et issues de signalements dans le cadre de pratiques institutionnelles ou de la pratique de la photographie d'amateur qui se développe en marge de celles-ci – montre que ces images

doivent beaucoup à un modèle iconographique déjà codifié et opérant dans les années précédentes en dehors du champ photographique. Ce dispositif est issu des techniques de visualisation et des stratégies de socialisation des résultats scientifiques proposés par l'un des criminologues européens les plus célèbres et les plus controversés de son temps, Cesare Lombroso (1835-1909).

À partir d'une intuition juvénile, et durant toute son activité, le regard que Lombroso porte sur le tatouage semble démontrer la continuité entre une pratique culturelle et des traits somatiques associés, selon lui, à une véritable anatomie de la déviance. « Les individus qui demeureront longtemps en prison sont plus abondamment recouverts de ces dessins souvent obscènes », note-t-il en 1864, alors qu'il est âgé de 28 ans, dans un texte qui constitue sa première contribution à ce sujet¹. Dès lors, il y reviendra à plusieurs reprises, notamment dans son traité le plus connu, débattu et traduit: *L'Uomo delinquente*². De la première à la cinquième édition (1876 et 1896), il ne renonce jamais à ce chapitre sur le tatouage qui, malgré les revirements et les révisions marqués par l'architecture conceptuelle et l'histoire éditoriale de

ce texte, s'enrichit dans le temps de pages inédites, de statistiques, de cas exemplaires, d'anecdotes, d'illustrations et s'appuie sur de nombreuses études qui sont entre-temps parues dans *l'Archivio di psichiatria, antropologia criminale e scienze penali*, revue fondée à Turin en 1880, et dans les collections de l'éditeur Bocca qui fournissent à l'école italienne de criminologie alors en formation une tribune reconnue.

Les convictions de Lombroso sur le tatouage se révèlent être l'un des noyaux résistant le mieux aux évolutions les plus macroscopiques de ses théories.

Selon Lombroso, le tatouage est un signe prédictif de déviance sociale, passée ou potentielle.



Elles prennent corps avant la notion d'atavisme conçu comme explication unique de l'anatomie de la déviance, constituent l'une des tesselles les plus significatives de sa théorie et sont fermement défendues face aux critiques. En définitive, Lombroso maintiendra ses convictions même lorsqu'il développera plus tard des hypothèses et des catégories plus articulées accueillant,

Pour aller plus loin

L'auteur

Alessio Petrizzo est post-doctorant auprès du Centre interuniversitaire d'histoire culturelle (CSC) de l'université de Padoue. Historien, spécialiste du long XIX^e siècle, travaillant notamment autour de l'anthropologie des processus de politisation ainsi que de production des identités sociales, il poursuit au Collegium de Lyon le projet de recherche *Tatouage, cultures savantes, cultures populaires (Europe, XIX^e-XX^e siècles)*.

La traductrice

Katia Bienvenu a suivi une formation en histoire de l'art ainsi qu'en langue et civilisation italienne (EHESS, Paris 1 Panthéon-Sorbonne et Université Sorbonne-Nouvelle Paris 3). Elle a traduit de nombreux essais sur l'art et les sciences humaines, notamment *De la raison cartographique* de Franco Farinelli (Paris, CTHS, 2009) et *Le Monstre doux. Pourquoi l'Occident vire-t-il à droite?* de Raffaele Simone (Paris, Gallimard, 2010).

Notes

1. C. Lombroso, « Sul tatuaggio degli italiani », *Gazzetta medica italiana. Lombardia. Appendice medico-légale*, 1^{er} février 1864, p. 3-5 (cit. p. 4).
2. La première traduction en français de l'ouvrage de Lombroso a été établie à partir de la quatrième édition italienne sous le titre *L'Homme criminel. Criminel-né, fou moral, épileptique. Étude anthropologique et médico-légale*, Paris, Alcan, 1887. Une nouvelle édition française, parue en 1895 chez le même éditeur,

aux côtés du criminel-né, les figures du fou moral et du criminel d'occasion.

Son étude de 1864 témoigne déjà du lien qu'il établit entre tatouage, primitivisme – cet « étrange usage » remontant à l'époque où « les sauvages d'Ausonie habitaient les plaines et les villages lacustres tels les indigènes actuels de Nouvelle-Zélande et de Papouasie³ » – et déviance sociale. Si l'on y prête attention, tout ceci se produit encore dans le cadre d'un intérêt anthropologique et médico-légal plus général. « Ayant, depuis plusieurs années, exercé la médecine au beau milieu de notre jeune armée⁴ », écrit-il à propos de son premier terrain d'enquête, tout comme pour les pionniers Casper et Hutin, cet échantillon observé appartient à l'univers militaire où il est établi depuis plusieurs années que le tatouage jouit d'une certaine diffusion, au moins à partir des guerres napoléoniennes⁵. L'officier médecin Lombroso rend visite aux soldats des campagnes de l'unification et du tout jeune Royaume d'Italie: lombards, piémontais, romagnols, napolitains, paysans, maçons, bateliers, boulangers, menuisiers, aubergistes, pêcheurs, bergers, anciens vétérans bourbons, etc. Parmi les 1 620 individus examinés, 134 portent des tatouages qu'il classe en trois groupes. Cette taxonomie est la première et la plus simple qu'il élaborera sur le thème: « signes d'amour, de religion, de guerre [...], traces éternelles des idées et des passions prédominantes dans les classes inférieures de la société⁶ ». Un type spécifique commence pourtant à prendre forme dans son regard:

« Un individu, qui était resté longtemps en prison, était recouvert de dessins depuis l'épaule, le bras et jusqu'au pénis; ils représentaient des forêts, des maisons, des clochers, des églises; sur le pénis, on pouvait voir aussi une femme dans une position obscène. Un autre, dont la réputation était affreuse, un Génois, était orné d'un serpent qui allait du cou jusqu'au coccyx enveloppant de ses nœuds tout le tronc. Un autre encore, de mauvaise réputation lui aussi, portait un bouquet de fleurs sur le pubis. Un ancien déserteur était, quant à lui, littéralement recouvert sur les bras et les jambes de dessins de phallus [...]⁷. »

Les sources de ce que sera sa future approche anthropologico-criminelle sont perceptibles dans ces lignes. Pour le moment, Lombroso se limite à signaler la relation existant entre l'expérience de la prison et la fréquence élevée de tatouages, à caractère pornographique surtout. Aucune explication ne permet d'isoler du reste de la population la classe à laquelle ces criminels et ces sujets à la moralité douteuse appartiennent (les deux aspects étant évidemment contigus). Derrière les facteurs psychologiques – croyances religieuses et superstitions, esprit de corps, imitation, ennui, vanité, mémoire affective – que l'on

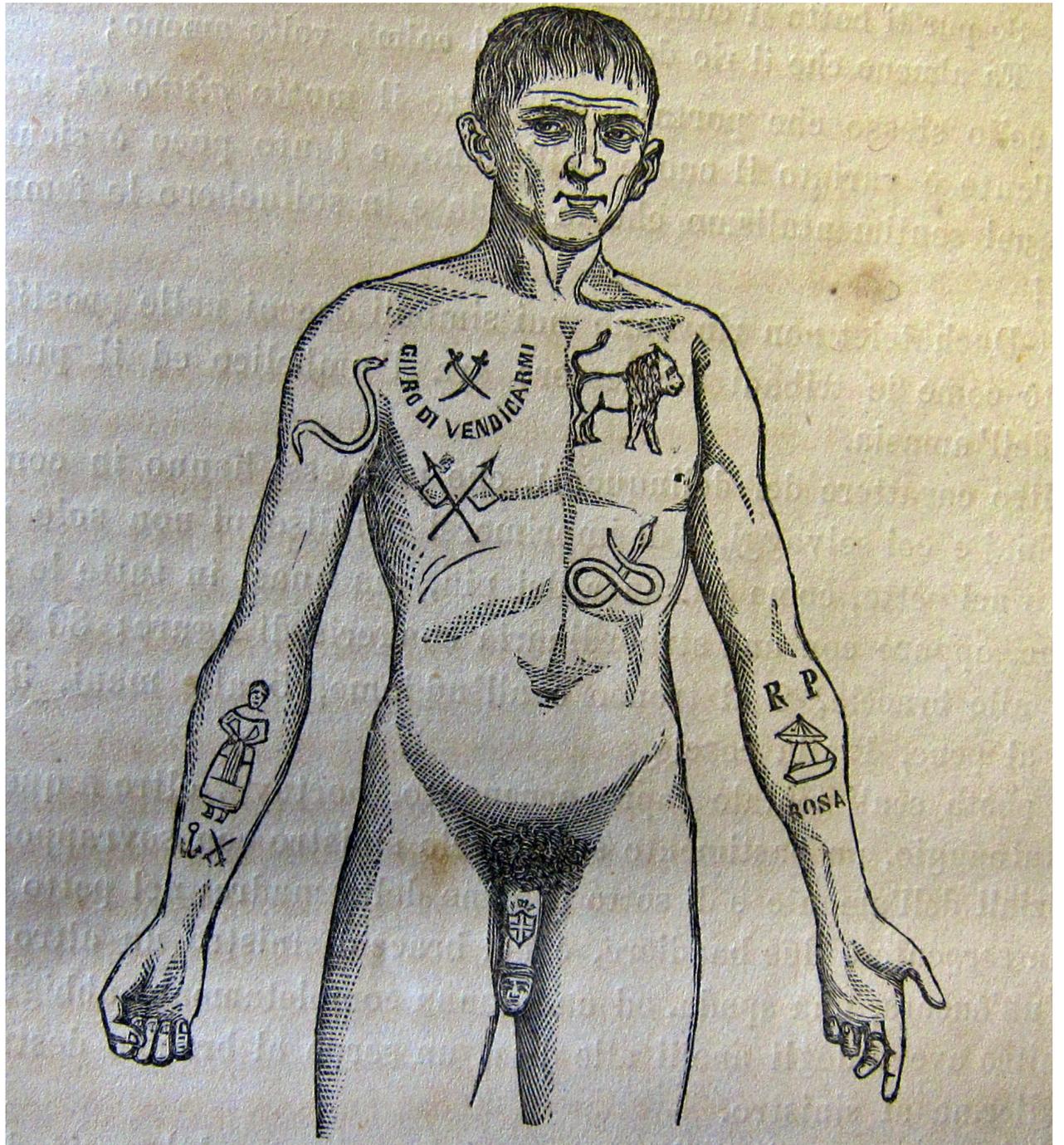


Fig. 1: Cesare Lombroso, *L'uomo delinquente studiato in rapporto alla antropologia, alla medicina legale ed alle discipline carcerarie*, Milan, Hoepli, 1876, p. 49.

rencontre dans les précédentes études sur le tatouage et qui seront repris ensuite par le médecin lyonnais Alexandre Lacassagne⁸, l'explication que Lombroso entrevoit est tout autre: « la première, la principale cause » du choix de porter des tatouages est « cette sorte d'instinct historique qu'est la tradition ». Son lexique ne rencontre pas encore la notion d'atavisme, mais il ne fait pourtant pas ici référence à une simple influence sociale. Pour lui, la tradition est « une habitude héréditaire » et « l'organisme est prédisposé par l'hérédité à cette répétition⁹ ». Dix ans plus tard, le pas est franchi: « la première, la principale cause qui a répandu chez nous cette coutume est, à mon avis, l'atavisme, ou cet autre genre d'atavisme historique appelé la tradition¹⁰ ».

Lombroso a désormais développé et précisé les deux intuitions de la première étude: l'idée que le tatouage est un signe prédictif de déviance sociale, passée ou potentielle, et une explication qui rapproche cette pratique d'autres caractères physiologiques typiques des ancêtres de l'humanité et dépassés par l'évolution de l'espèce, mais demeurant présents selon lui en tant qu'anomalies ou tares héréditaires chez les criminels et les races inférieures¹¹.

Dès lors, ses disciples et lui-même – mais ses adversaires aussi, lorsqu'ils tenteront de fournir des explications alternatives – concentreront leurs observations sur les repris de justice et les détenus en maisons d'arrêt, les militaires incarcérés, les prostituées et, plus tard, les asiles d'aliénés et les établissements pénitentiaires

sera établie à partir de la cinquième édition italienne.

3. C. Lombroso, « Sul tatuaggio degli italiani », *op. cit.*, p. 3.

4. *Ibid.*

5. F. Hutin, *Recherches sur le tatouage*, Paris, Baillière, 1853.

6. C. Lombroso, « Sul tatuaggio degli italiani », *op. cit.*, p. 4.

7. *Ibid.*, p. 4.

8. A. Lacassagne, *Les Tatouages: études anthropologique et médico-légale*, Paris, Baillière, 1881. Il s'éloignera en partie des théories de Lombroso dans A. Lacassagne et E. Magitot, *Du tatouage:*

recherches anthropologiques et médico-légales, Paris, Masson-Asselin, 1886, p. 64-65.

9. C. Lombroso, « Sul tatuaggio degli italiani », *op. cit.*, p. 4.

10. *Id.*, « Sul tatuaggio in Italia, in ispecie fra i delinquenti », *Archivio per l'antropologia e la etnologia*, 1874, p. 389-403 (cit. p. 400).

11. C. Lombroso, *L'uomo bianco e l'uomo di colore. Letture sul l'origine e la varietà delle razze umane*, Padoue, Sacchetto, 1871.

12. *Id.*, « Sul tatuaggio in Italia, in ispecie fra i delinquenti », p. 389.

13. C. Lombroso, *Palimsesti del carcere*, Turin, Bocca, 1888.

14. Université de Turin, archives du Museo di Antropologia criminale Cesare Lombroso (AMACCL), fonds Cesare Lombroso (CL).

15. *Osservazioni fatte nella Casa di Custodia La Generala nel Gennajo 1877*, l'auteur est l'étudiant en jurisprudence Angelo Tancredi Frisetti (AMACCL, CL, 269).

16. C. Lombroso, *L'uomo delinquente in rapporto all'antropologia, alla giurisprudenza ed alle discipline carcerarie: delinquente-nato e pazzo morale*, Milan, Hoepli, 1876, p. 48.

17. *Id.*, *L'uomo delinquente in rapporto all'antropologia, alla*

pour mineurs. Lombroso estimera finalement que c'est « parmi les criminels » que se diffuse et se caractérise cette pratique, que le tatouage « constitue, par sa fréquence, un caractère anatomico-légal spécifique et tout nouveau », utile non seulement à l'identification éventuelle d'individus singuliers, mais aussi à la définition d'une classe entière¹².

C'est ainsi qu'il définit les aspects qui contribueront à construire, dans tous ses écrits désormais, une image persistante du corps des criminels: le nombre parfois extraordinaire de tatouages, leur dimension et la portion de surface sur l'épiderme qu'ils occupent, les parties du corps sur lesquelles ils sont réalisés, en particulier s'ils apparaissent sur les parties génitales, les contenus de leurs messages – lascif, violent, menaçant, ou en mesure d'exprimer l'idée d'une vie maudite à laquelle le sujet se consacre avec fierté ou résignation.

En raison de la nature hybride de cette écriture corporelle, toute analyse iconologique des tatouages ne peut être distincte des mesures anthropométriques. D'autre part, en tant qu'expressions volontaires, symboles, narrations, les tatouages peuvent ouvrir les portes à un univers supposé de croyances et de non-valeurs considéré comme typique des criminels, sur leur vanité, leur impudicité, leur violence, sur leurs méfaits et parfois même sur d'entières (auto)biographies consignées sur leur peau en images¹³.

En raison de cette potentialité prédictive multiple, le tatouage occupe immédiatement une position d'importance dans les recherches stimulées par la chaire turinoise de Lombroso et dans le cercle plus vaste de ses relations intellectuelles. Nombreux sont ceux qui, parmi le personnel des hôpitaux, des asiles d'aliénés, des prisons, parmi les étudiants, les collègues et les correspondants, commencent à lui faire parvenir des mesures et des comptes rendus d'observations systématiques, des relevés de tatouages pris sur des corps ou des cadavres de détenus, des échantillons de peau tatouée. Les plus zélés vont même jusqu'à produire des mesures anthropométriques et quelques détails biographiques. Si l'on en juge la riche documentation inédite conservée à Turin parmi les documents des archives lombrosiennes¹⁴, à la fin des années 1870 déjà, l'horizon d'attente des premiers disciples de l'anthropologie criminelle prévoyait systématiquement, parmi les autres anomalies physiologiques, la présence du tatouage sur les corps des repris de justice et des détenus. Les répertoires, tableaux et colonnes intitulées *Tatouages* dans les registres manuscrits destinés à consigner les résultats des examens anthropométriques ou dans lesquels ils sont commentés, puis les séries des premiers exemplaires de formulaires imprimés le confirment. Un lapsus non moins éloquent s'ajoute à cette observation.

Il arrive souvent en effet de trouver une précision parmi les notes et les comptes rendus: *non tatoué*. Cette absence de marque signalée trahit les attentes des observateurs, il est même parfois demandé au sujet examiné de justifier une telle irrégularité par rapport à la théorie: « non tatoué et il dit qu'il ne veut pas se faire tatouer car le tatouage est un signe de reconnaissance¹⁵ ».

Cet horizon d'attente est si prégnant qu'il ne semble pas simplement dû aux statistiques sur la diffusion du tatouage élaborées par Lombroso, il semble plutôt devoir être rapproché d'un dispositif plus articulé, manifeste dans les stratégies et les styles lombrosiens dès la première édition de *L'Homme criminel* et qui renvoie spécifiquement à la dimension visuelle.

Seulement cinq gravures sont présentes dans ce volume et l'une d'entre elles représente un détenu tatoué (fig. 1). Dans les coulisses du travail de criminologie, dans l'échange d'informations entre collègues et même dans les publications contemporaines sur le sujet, une modalité très différente de représentation des tatouages prévaut, celle du catalogue-répertoire. Sur une même planche sont mises en regard images et inscriptions relevées sur un même individu ou réunies selon d'autres critères d'affinités (relatifs aux contenus ou aux lieux où les relevés ont été effectués par exemple). Lombroso adoptera un dispositif différent lorsqu'il réalisera la synthèse de ses théories en trahissant son ambition de produire une véritable icône-manifeste. Il isole un corps masculin nu dans le but de normaliser, à l'aide de l'autorité apparente que cautionne la planche anatomique, ce qui se trouve en réalité être un profil statistiquement minoritaire, à savoir le profil de sujets comme cet « ancien marin piémontais qui avait volé et tué par esprit de vengeance¹⁶ » qu'il choisit pour le volume

Il arrive souvent de trouver une précision parmi les notes et les comptes rendus: non tatoué.



de 1876 et dont les tatouages recensés confirment tous les paramètres de sa théorie: multiplicité, extension, localisation, obscénité (l'homme arbore un blason de la Maison de Savoie sur son pénis et un visage féminin sur le gland), attitudes violentes (« Je jure de me venger » écrit autour de deux poignards croisés sur la poitrine).



Fig. 2: Tatouages de Giovanni Moullé, « déserteur de la marine française », dessin sur papier, 1887 (Université de Turin, musée d'Anthropologie criminelle Cesare-Lombroso)

Pour aller plus loin

giurisprudenza ed alla psichiatria. *Atlante*, Turin, Bocca, 1897 et AMACCL, CL, 312-318, 320, 323-327.

18. *Id.*, *L'uomo delinquente in rapporto all'antropologia, alla giurisprudenza ed alle discipline carcerarie*, Turin, Bocca, 1896, vol. I, p. 351.

Bibliographie

1. Anne et Julien, S. Galliot, P. Bagot (sous la coordination scientifique de), *Tatoueurs, tatoués*, Paris, Musée du Quai Branly-Arles, Actes Sud,

2014.

2. G. Angel, «Atavistic Marks and Risky Practices: The Tattoo in Medico-Legal Debate, 1850-1950», in J. Reinartz, K. Siena (edited by), *A Medical History of Skin: Scratching the Surface*, London, Pickering & Chatto, 2013, pp. 165-179.

3. P. Artières (édition établie et présentée par), *A fleur de peau. Médecins, tatouages et tatoués, 1880-1910*, Paris, Allia, 2004.

4. P. Artières, M. Salle, *Papiers des bas-fonds. Archives d'un savant du crime, 1843-1924*, Paris, Textuel, 2009.

5. J. Caplan (edited by), *Written on the Body. The Tattoo in European and American History*, London, Reaktion Books, 2000.

6. Ead., «One of the Strangest Relics of a Former State»: Tattoos and the Discourses of Criminality in Europe, 1880-1920, in P. Becker, R.F. Wetzell (edited by), *Criminals and Their Scientists. The History of Criminology in International Perspective*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006, pp. 337-361.

7. D. Frigessi, *Cesare Lombroso*, Torino, Einaudi, 2003.

8. D.G. Horn, *The Criminal Body. Lombroso and the Anatomy of*

Il s'agit du premier exemple – qui reviendra toujours dans les éditions successives de l'œuvre – d'un style de représentation qui montre une préférence marquée pour la figure du corps déviant lorsqu'il est tatoué. Lombroso privilégie ce type d'images dans ses œuvres, dans sa revue, et il les utilise devant le public qui se presse à ses leçons et aux expositions organisées en marge des congrès scientifiques. Au cours des années 1880 - 1890, il fait aussi réaliser à plusieurs reprises différents panneaux de grandes dimensions sur lesquels sont dessinés les corps nus de déserteurs français et de détenus italiens tatoués. Ces panneaux fournissent en grande partie le matériel illustrant la quatrième édition de *L'Homme criminel* et les planches LVII et LVIII de l'*Atlas* et ils sont régulièrement utilisés dans des contextes d'expositions ou didactiques¹⁷.

Le choix de montrer l'intégralité des sujets tatoués – des individus spécifiques que la reproduction en série suggère d'étendre à des types, à des exemplaires appartenant à une classe – se prête au moins à trois ordres de considérations. Le premier concerne les canaux de réception que Lombroso entend activer vers un public qui n'est pas uniquement composé de savants. Le fait de montrer de façon aussi perturbante non un répertoire de tatouages, mais un corps marqué par des tatouages sur des parties très étendues et parfois délicates permet d'activer un mécanisme d'identification mais aussi de mise à distance autour d'une caractéristique atavique – l'insensibilité à la douleur – qui engendre une série de projections immédiates de la part de n'importe quel spectateur. En d'autres termes, **Lombroso utilise le seuil de la douleur comme s'il s'agissait d'un sens de civilisation universel car il fait allusion à une expérience perceptive capable, en apparence, de faire percevoir à quiconque la différence, inscrite dans la sensation, entre soi (c'est-à-dire**



Fig. 3 Tatouages de Mario Somale, « criminel », tirage photographique, non daté (Université de Turin, musée d'Anthropologie criminelle Cesare-Lombroso)

la population « normale ») et les sauvages ou les criminels, si différents par nature qu'ils peuvent supporter de telles tortures.

Dans un second temps, il faut remarquer la récurrence des tatouages pornographiques ainsi que ceux placés sur les organes génitaux que le dispositif visuel que nous venons de décrire accentue par rapport à leur véritable importance statistique. Les femmes nues, les phallus, les scènes de coït, les messages « Robinet d'amour » ou « Au plaisir des dames » sur le bas-ventre, les signes attribués aux codes homosexuels apparaissent de façon exagérée si l'on pense aux myriades de cœurs transpercés, d'ancres, de petites croix, d'emblèmes, de dates, d'initiales, de noms formant le banal alphabet des tatouages les plus courants, y compris dans le milieu carcéral, et dont le dispositif lombrosien nous a laissé moins de reproductions. Et cela se produit également pour les tatouages, encore plus rares, se trouvant sur les parties génitales (Lombroso lui-même n'en a pas observé plus de cinq en 1896¹⁸). Cela confirme à quel point la « pathologisation » de formes de sexualité considérées comme illicites contribue aussi à construire

cet aspect spécifique du système théorique de Lombroso visant à définir les catégories normative et déviante. Des continuités émergent entre sa tentative de naturalisation du sujet criminel et les milieux proposant un discours relatif aux usages du corps dont les préceptes remontent à la matrice catholique ainsi qu'aux axes de l'éducation bourgeoise: les tatouages susceptibles d'avoir une finalité liée à l'excitation sexuelle, à la masturbation, aux rapports homosexuels, à la prostitution ou même simplement à la sexualité exhibée, tombent sous le joug – moral – de la médicalisation.

En définitive, bien qu'elles restent en dehors du champ analytique de Lombroso, les questions que pourraient susciter les usages qui sont faits de leurs corps historiques par des *performers* tatoués – durant ces mêmes années, exposés contre paiement non seulement aux États-Unis, mais dans toute l'Europe (Italie comprise) –, répondent à un principe analogue d'exhibition spectaculaire dans la sélection, la construction et l'utilisation manifeste qu'il fait de ses propres icônes de criminels tatoués. **Lombroso a en effet recours à des stratégies, des registres, des codes communs à l'industrie contemporaine du divertissement** qui détecte, expose et reproduit, au moyen d'annonces et d'affiches publicitaires, les corps tatoués les plus stupéfiants et extraordinaires. Des corps semblables, aussi spectaculaires, Lombroso choisit de les présenter en tant que « norme visuelle de la déviance » à la communauté scientifique et aux publics, toujours plus vastes, qui s'intéressent à ses théories les plus discutées et les plus scandaleuses. Ce faisant, il fournit un dispositif

ainsi qu'un modèle iconographique qui se révèle praticable, suivi et durable aussi pour ceux qui, dans les bureaux de police, les centres pénitenciers, les cabinets médicaux commencent à enregistrer et à diffuser, à l'aide de l'appareil photographique, et non plus du dessin, les images des corps tatoués les plus spectaculaires examinés durant leurs activités les plus ordinaires (fig. 2).

Si la photographie judiciaire reçoit et adapte l'icône lombrosienne du criminel tatoué, nous pourrions, pour conclure, nous interroger sur une autre ligne de diffusion possible. Jusqu'à quel point cette icône, qui a émergé dans le cadre du discours scientifique, des pratiques institutionnelles d'identification et de leurs technologies de production et de reproduction de l'image a fait partie des codes populaires d'autoreprésentation de l'exclusion sociale, a été revendiquée comme modèle esthétique praticable et a conduit à la naissance de nouveaux corps tatoués inspirés par eux de façon créative et provocante? Cette question ouvre un champ de recherche complexe autant que fascinant.

Deviance, New York-London, Routledge, 2003.

9. Institut de police scientifique de l'Université de Lausanne, Musée de l'Élysée, *Le théâtre du crime. Rodolphe Archibald Reiss, 1875-1929*, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes, 2009.
10. S. Montaldo (a cura di), *Il Museo di Antropologia criminale Cesare Lombroso dell'Università di Torino*, Cinisello Balsamo, Silvana editoriale, 2015.
11. A. Petrizzo, *Pelli criminali? La scuola lombrosiana e il corpo tatuato a fine Ottocento*, «Contemporanea», 2016, 1, pp. 3-41.

Politique scientifique et stratégie de l'IMéRA, institut d'études avancées d'Aix-Marseille

Par Raouf Boucekkine, directeur de l'IMéRA



Raouf Boucekkine dirige l'IMéRA, IEA d'Aix-Marseille depuis le 1^{er} septembre 2015

PRÉAMBULE

Après l'incorporation de l'IMéRA dans Aix-Marseille Université (AMU) en 2013, l'institut a connu des mutations profondes grâce à un environnement scientifique et institutionnel plus favorable, qui a en particulier conduit à la mise en œuvre d'un mode de sélection des résidents répondant aux plus hauts standards internationaux. L'inauguration d'un nouveau bâtiment en juin 2015 a permis à l'IMéRA d'atteindre sa capacité d'accueil de 140 mois-chercheurs par an. La vingtaine de résidents présents développe une activité scientifique intense qui se traduit notamment par l'organisation de nombreux événements scientifiques. Cette évolution véritablement positive de notre institut nous oblige à aller de l'avant pour parachever sa transformation en authentique institut d'études avancées de taille et vocation internationales, et assurer sa pérennité dans un contexte budgétaire encore indéfini. Afin de répondre à ces défis, une nouvelle stratégie scientifique a été mise en place en septembre 2016.

STRATÉGIE ET POLITIQUE SCIENTIFIQUES

Trois axes d'action stratégiques ont été privilégiés.

Community Building

L'activité de *community building*, distincte des instituts d'études avancées, devient la force motrice centrale de

la production scientifique de l'IMéRA, avec deux modalités essentielles:

- un *Community Building Seminar* (CBS) qui se veut innovant sur le fond et sur la forme, de fréquence hebdomadaire et de durée de référence de 2 heures. Les résidents sont sollicités avant leur arrivée et le contrat scientifique entre l'institut et les résidents est finalisé dès leur arrivée. Les incitations économiques sont clairement formulées, elles font partie du nouveau modèle de gestion de l'institut: priorité de financement est donnée aux activités de création interdisciplinaire jointes, le reste des activités proposées par les résidents sera moins financé, le cas échéant

les résidents sont organisés dans le cadre du Collège Doctoral d'AMU, et donnent donc droit à crédits, ce qui assure une présence estudiantine de qualité et une dissémination originale et efficace des approches interdisciplinaires.

- Incubation intertemporelle de projets individuels tels que les bourses ERC. L'IMéRA sera attentif au développement des programmes de recherche démarrés en son sein. L'institut financera de courts séjours pour les résidents désireux de rendre compte des progrès dans leur recherche incubée à l'IMéRA. Plus encore, en collaboration avec le service d'AMU pleinement dédié à

que l'institution d'accueil du projet soit l'IMéRA.

Structuration de l'activité scientifique

L'activité scientifique est organisée en 6 programmes au périmètre très large. Cette organisation ne vise nullement à cloisonner la recherche et encore moins à flécher les recrutements. Elle a pour but principal de structurer la production scientifique, ce qui est rendu nécessaire par l'explosion des événements abrités par l'institut. Elle vise également à donner une visibilité suffisante aux activités de l'IMéRA et à terme, à renforcer son identité.

Les 6 programmes actuels peuvent être regroupés en 2 catégories. D'abord, les programmes structurels: ce sont les programmes qui font l'identité « génétique » de l'IMéRA. Ils sont au nombre de 3: **le programme Méditerranée, le programme Arts, Science et Société et le programme Rencontres entre Sciences et Humanités**. Ensuite les programmes thématiques pluriannuels: ces programmes sont en principe à l'intersection des projets de recherche des résidents et ceux des laboratoires phares d'AMU, mais peuvent également servir à signaler des domaines de recherche d'intérêt particulier pour l'institut pour des périodes données. Ils sont également au nombre de 3 actuellement: **programme**



Un bâtiment inauguré en juin 2015 accueille les résidents

principalement sur les budgets de formation doctorale et ateliers socio-économiques, typiquement excédentaires. Les cycles doctoraux interdisciplinaires proposés par

cette fonction, notre institut offrira à ses résidents de toute promotion la possibilité de préparer des projets ERC en son sein, à la condition

En savoir plus sur l'IEA d'Aix-Marseille

L'IMéRA d'Aix-Marseille

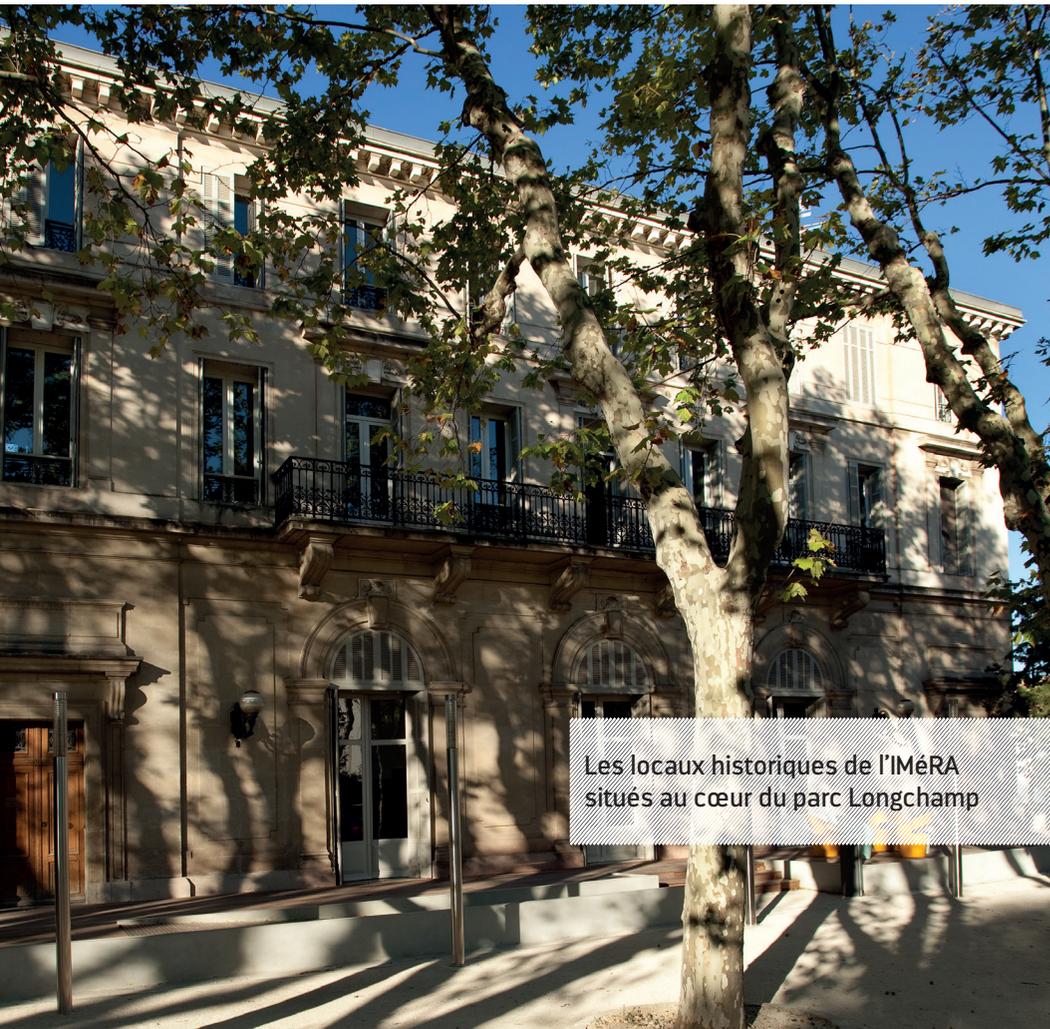
Fondation de l'Université d'Aix-Marseille, l'IMéRA est un Institut d'Études Avancées. À ce titre, il est membre du Réseau Français des Instituts d'Études Avancées (RFIEA) et du Réseau Européen des Instituts d'Études Avancées (NETIAS), programme EURIAS).

L'IMéRA accueille des chercheurs et des artistes en résidence (entre 3 et 12 mois selon les appels à candidatures) et quelques équipes multidisciplinaires porteuses d'un projet

collectif pour des séjours de courte durée. Les résidents y poursuivent leur propre projet de recherche en lien avec des équipes et des laboratoires d'Aix-Marseille.

Les recherches accueillies à l'IMéRA développent les interactions entre sciences humaines et sociales (SHS), entre sciences, entre SHS et sciences exactes, expérimentales, et de la santé, ainsi que les relations entre arts et sciences. Elles explorent et développent les espaces qui peuvent s'ouvrir





Les locaux historiques de l'IMéRA situés au cœur du parc Longchamp

©Cholexy

Développement Durable, programme Énergie et programme Migrations et Frontières.

Chaque programme est constitué de cycles, de conférences, séminaires et cours doctoraux et inclut également les activités des chaires rattachées au programme. La cohérence, la qualité et l'interdisciplinarité de la programmation sont supervisées par un directeur de programme. Les cycles sont les lieux de rencontre entre les résidents et les chercheurs AMU, souvent issus des LABEX de l'université. Au contraire, les chaires visent à lancer des partenariats stables avec des institutions importantes en dehors d'AMU, ce qui assure non seulement la viabilité de l'institut mais également son rayonnement national et international. Elles sont au nombre de trois actuellement: la chaire Développement Durable (en partenariat avec l'IRD), la chaire *Migration Studies* (en partenariat avec la fondation Fulbright) et la chaire Oncologie (en partenariat avec le SIRIC).

Publications

Pour assurer une visibilité forte et pérenne de ces activités, trois vecteurs de dissémination sont privilégiés. D'abord, l'IMéRA publiera un rapport scientifique tous les ans en février, avec les architectures des programmes ci-dessus déclinés comme éléments structurants. Un blog de type Carnet Hypothèses (CLEO), intitulé *Cahiers des Fellows de l'IMéRA*, sera opérationnel à la mi-novembre à l'adresse <http://imera.hypotheses.org/>. Reflets fidèles du programme de recherche de l'IMéRA, qui est intrinsèquement dynamique et endogène puisqu'il dépend des profils des résidents sélectionnés et de leurs interactions, les Cahiers diffusent aussi bien les recherches interdisciplinaires sur des objets scientifiques de première importance, comme le développement durable ou les migrations, que des explorations plus spéculatives sur l'interface entre sciences et humanités ou sur l'interface entre arts, sciences et technologies. Enfin, une revue (aussi basée dans CLEO) intitulée *Advanced Interdisciplinary Studies* sera « construite » au long de l'année académique en cours.

entre disciplines, et les nouveaux objets qui peuvent s'y constituer.

L'IMéRA a pour objet de contribuer à l'émergence et au développement de démarches interdisciplinaires de recherche de rang mondial, et à la préparation des jeunes chercheurs à ces démarches, sur le territoire de l'Université d'Aix-Marseille.

Être résident à l'IMéRA

L'IMéRA lance en début d'année académique un appel général et des appels spécifiques en partenariat avec des structures de recherche (Inserm, LabexMed, OT-Med, BLRI, AMSE, IRD, SIRIC, MuCEM et Fulbright Commission). Pour en savoir plus: <http://imera.univ-amu.fr/fr/conditions-deligibilite>.

L'IMéRA depuis 2007



- Mai 2007: création de l'association de préfiguration AP-IMéRA
- Septembre 2008: ouverture de l'institut sur le plateau Longchamp, au centre de Marseille

L'idée de fonder un Institut d'études avancées dans la région d'Aix-Marseille a pris forme en 2007 avec l'inscription du projet dans le Contrat de Plan État/Région et le choix de l'installation de l'IMéRA sur le plateau Longchamp à Marseille par décision municipale. Créé sous forme d'association loi 1901 par les trois universités d'Aix-Marseille et le CNRS, l'IMéRA est devenu en 2013 Fondation de l'Université d'Aix-Marseille (AMU), née de la fusion des trois universités le 1^{er} janvier 2012.

Le projet intellectuel de l'IMéRA s'est construit à partir d'un collectif de chercheurs de toutes les disciplines qui se sont rencontrés chaque semaine pendant des mois autour de l'initiateur du projet, Robert Ilbert, pour définir l'orientation scientifique de l'institut: l'expérimentation de l'interdisciplinarité la plus large dans un espace partagé par toutes les disciplines scientifiques, les humanités et les arts.

En septembre 2008, l'institut a commencé ses activités sur l'ancien site de l'Observatoire d'Astronomie de Marseille-Provence. Il a connu deux phases de travaux pour rénover d'abord la Maison des astronomes, siège historique de l'Observatoire construit sous le Second Empire (2010-2011), puis un bâtiment moderne des années 1960 où travaillaient astronomes et astrophysiciens (2014-2015). Ces travaux ont été financés par l'État, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Centre National de la Recherche Scientifique et la Ville de Marseille, l'Université d'Aix-Marseille prenant en charge l'équipement des locaux.



- Janvier 2013: l'association devient la Fondation universitaire IMéRA au sein d'Aix-Marseille Université

L'IMéRA dispose aujourd'hui de 14 logements, 2 salles de séminaire (50 et 30 places), de bureaux et de salles de réunion ainsi que d'espaces de convivialité. Situé dans un parc paysager au cœur de Marseille, il offre les meilleures conditions pour l'accueil des résidents et la construction d'une communauté intellectuelle interdisciplinaire. Il a atteint en 2015 son régime stationnaire avec 140 mois-chercheurs invités par an.



- Juin 2015: inauguration officielle de l'institut à l'issue des travaux de réhabilitation
- Avril 2016: entrée de l'IMéRA dans le réseau européen des instituts d'études avancées NETIAS

L'institut accueillait ses premiers résidents en septembre 2009. Il en a reçu plus de 100 depuis, dont une vingtaine d'artistes, pour des séjours de 3 à 10 mois, ainsi qu'une dizaine d'équipes interdisciplinaires pour 2 à 4 semaines.

Parce qu'ils travaillent dans un institut « university based » ouvert sur la cité, les résidents y développent leur projet de recherche tout en partageant leurs méthodes et interrogations avec les autres résidents mais aussi avec les acteurs régionaux de la recherche et de la création, pour tisser de nouveaux liens scientifiques et humains au-delà de la résidence.

Depuis 2015, la Fondation IMéRA est présidée par le cancérologue Dominique Maraninchi et dirigée par l'économiste Raouf Boucekkine.

fund it

Le RFIEA a créé et développé une plateforme dédiée au financement de la mobilité et de la recherche en sciences humaines et sociales. Pourquoi, pour qui, et comment ? Interview

#SHS #Mobilité #financement



Par
OLIVIER BOUIN
DIRECTEUR •
RFIEA

COMMENT EST NÉE LA PLATEFORME FUND IT ET À QUELS BESOINS RÉPOND-ELLE?

La recherche en sciences humaines et sociales (SHS) a fait face à des bouleversements majeurs au cours des trente dernières années: nouvel ordre mondial, nouveaux objets et méthodes de recherche, nouveaux pôles de production de la connaissance, circulation accrue des idées et des chercheurs depuis l'avènement du numérique, et nouveaux acteurs sur le marché mondial de la connaissance. En France, institutions et chercheurs se sont progressivement adaptés pour faire face à ce nouveau contexte de l'internationalisation de la recherche en SHS. De manière croissante, l'internationalisation de la recherche est appréciée comme un moyen permettant d'atteindre une certaine forme d'« excellence » scientifique et comme un vecteur de rayonnement de celle-ci dans le vaste champ des connaissances scientifiques.

Si l'international est une dimension essentielle et fondamentale de la recherche contemporaine, il faut préciser qu'un processus d'internationalisation ne se décrète pas, mais se construit. Cette remarque, valable pour chaque chercheur et enseignants-chercheurs, l'est également pour les institutions universitaires et académiques, ainsi que pour les politiques publiques de soutien à la recherche aux niveaux local, régional, national, européen et mondial.

Un déficit remarquable en matière d'internationalisation

Or, on observe en France un déficit dans le domaine de l'accompagnement à l'internationalisation, relativement

aux pays européens leaders en la matière, résultat dû à la combinaison de trois facteurs défavorables aux SHS françaises: (i) faiblesse de l'accompagnement lors du montage de projet de la part des établissements français par rapport à leurs homologues des autres pays européens, (ii) moindre flexibilité administrative et budgétaire des établissements français dans le portage de projets européens, (iii) moindre valorisation de la coordination des projets européens dans la carrière des chercheurs et enseignants-chercheurs dans les établissements français.

Ces « handicaps » sont toutefois surmontés par quelques établissements ou organismes français qui ont décidé de se mobiliser sur l'ensemble de la chaîne afin d'être des coordinateurs ou des partenaires à l'échelle européenne. La situation s'est améliorée au cours des dernières années, notamment du fait des injonctions de l'État, de l'évolution des critères d'évaluation des carrières et des institutions et des besoins de financement de la recherche.

Toutefois, les cellules d'accompagnement pour les projets européens ou internationaux demeurent souvent insuffisantes face aux besoins réels des chercheurs (information, identification, accompagnement, montage, portage, reporting). Un tel déficit vaut également pour l'attractivité des institutions de recherches françaises, qui ont du mal à s'imposer face à la concurrence agressive des grands acteurs internationaux (américains, anglais, néerlandais, suisses, singapouriens...). Plusieurs rapports et livres blancs ont appelé à une mobilisation accrue en faveur de l'internationalisation des SHS.

Des solutions pour la communauté des chercheurs et enseignants-chercheurs

Afin de proposer à la communauté des chercheurs et enseignants-chercheurs en SHS des solutions concrètes pour favoriser l'internationalisation des SHS françaises, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et l'Alliance Athena ont proposé en 2013 à la fondation Réseau français des Instituts d'études avancées (RFIEA) de développer une infrastructure de service dédiée à l'internationalisation des SHS: Nefias – *Network for internationalizing Advanced Science*. L'unité mixte

de service Structuration et internationalisation des sciences humaines et sociales (UMS 3603), soutenue par le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et la fondation Maison des sciences de l'homme (FMSH), a permis le développement de la plateforme fund it conçue et réalisée par la fondation RFIEA.

À QUI S'ADRESSE CETTE PLATEFORME?

La plateforme fund it est un système d'information centralisant les principaux programmes de mobilité scientifique (pour séjourner en France ou à l'international) et les principaux appels à projets (individuels ou collectifs) aux niveaux français, européens et internationaux.

Elle s'adresse en premier lieu aux chercheurs et enseignants-chercheurs français qui souhaitent effectuer un séjour de recherche à l'étranger. Fund it recense les résidences proposées par plus de 1000 institutions françaises, européennes et internationales: UMIFRE, écoles françaises à l'étranger ou instituts d'études avancées, mais également les principales fondations internationales, universités, musées ou organisations intergouvernementales. **Chaque semaine, une cinquantaine d'appels sont publiés sur fund it.**

Pour aller plus loin

Contacts utiles

fund it est un projet conçu et développé par la fondation Réseau français des instituts d'études avancées (RFIEA) en partenariat avec la fondation Maison des sciences de l'Homme (FMSH) et avec le soutien du Centre national de la recherche scientifique (CNRS).

- Directeur: Olivier Bouin
- Chef de projet: Julien Ténédos – julien@fundit.fr
- Responsable éditoriale: Christiane Abele – christiane@fundit.fr

Liens

- Site web – <http://www.fundit.fr>
- Blog – <http://fundit.hypotheses.org/>
- Groupe de discussion LinkedIn – <https://www.linkedin.com/groups/8407842>
- Facebook – <https://www.facebook.com/fundit.fr>
- Twitter – https://twitter.com/fundit_fr



La dimension politique de la création musicale



Par
FLAVIA GERVASI
RÉSIDENTE 2016-2017 •
IMERA D'AIX-MARSEILLE

La *world music* trouve souvent dans le festival une plateforme de diffusion privilégiée, un lieu pour des rencontres interculturelles qui se matérialisent notamment par des créations musicales originales. Des notions telles que celles de festival, création, rencontre, associées à la *world music*, sont très rarement unies

au sein d'un même cadre de réflexion et questionnées, ensemble, en fonction d'enjeux d'ordre historique, culturel, social, économique ou politique. L'étude de cas d'un festival musical, *La Notte della Taranta*, qui a lieu au sud de l'Italie, nous permet de mettre en relation ces trois termes – festival, création, rencontre – afin d'approfondir la question délicate et controversée, mais très actuelle, de la dimension politique de la création dans un festival de musiques du monde.

La Notte della Taranta existe depuis 1998. C'est un festival consacré à la mise en valeur des musiques traditionnelles du Salento, une sous-région située à l'extrémité de la région des Pouilles, au sud de l'Italie.

Conçu par des administrateurs locaux prévoyants et créatifs, il constitue la mise en application d'un projet, sur le long terme, de valorisation du territoire par le biais de la culture et de la musique populaire salentine. *La Notte della Taranta* est désormais un festival reconnu sur le plan international, le succès public a été immédiat et inattendu. Année après année, le festival attire l'attention même hors région de critiques, de touristes et de spectateurs passionnés par les traditions musicales locales.

L'histoire de *La Notte della Taranta* constitue ainsi un modèle dans le domaine des politiques culturelles territoriales, et devient l'histoire du succès international d'un festival musical et de tout un territoire dont la reconnaissance est reliée à une réécriture créative,

Pour aller plus loin

À propos de l'auteur

Flavia Gervasi est professeure adjointe à la Faculté de musique de l'université de Montréal. Ses recherches portent sur l'esthétique de tradition orale, l'analyse de la voix chantée, les méthodes qualitatives d'enquête propres à l'ethnographie musicale, ainsi que les musiques populaires actuelles et les politiques culturelles dans le domaine des

musiques du monde. Depuis son doctorat obtenu en 2012, elle s'est particulièrement intéressée aux problématiques socioculturelles et politiques émanant d'une transmission des savoirs musicaux entre deux générations de musiciens, ceux dits « traditionnels » et ceux appartenant à un mouvement dit « revivaliste ». Cela lui a permis de mettre au jour et de comprendre

les relations entre critères esthétiques et système social d'une part, puis de mesurer l'interaction entre création artistique et politiques culturelles, d'autre part. Elle a approfondi les problématiques de l'analyse de la voix chantée, notamment le lien entre les propriétés acoustiques et musicales de celle-ci et les enjeux sociaux et culturels, une thématique centrale dans ses recherches.





en termes textuels et musicaux, des répertoires et des chansons traditionnels locaux.

L'attachement à une tradition populaire comme celle paysanne fait de ce festival un événement culturel fortement enraciné dans l'histoire et la culture de la région, ce qui permet aux organisateurs et aux politiciens à la tête du festival d'y viser un élément d'attraction touristique, mais surtout une machine parfaite pour des opérations de marketing territorial. C'est pourquoi **le festival doit pouvoir affirmer non seulement la portée artistique et esthétique du projet**

musical, mais aussi véhiculer une image définie du territoire qui puisse en même temps favoriser le tourisme.

Quelle est cette image et quelles sont ses implications politiques?

Au début des années 1990, dans un contexte de transformation géopolitique qui se produit avec la chute du mur de Berlin et plus tard, avec les vagues d'immigration du nord de l'Afrique, le Salento reprend son ancien rôle de *terra di confine* et de lieu de rencontre entre cultures (venant par exemple de l'Albanie ou du Maghreb). Une terre, donc, qui accueille l'autre et favorise le

dialogue interculturel. Cette image se retrouve systématiquement dans les communiqués de presse et surtout dans le discours politique qui accompagne la promotion annuelle du festival. L'analyse des discours prononcés au fil des années par le président de la région à propos de *La Notte della Taranta* dévoile certains concepts clés qui recourent systématiquement: celui d'un territoire

cosmopolite et ouvert au monde, d'une confluence de cultures, d'un mélange de langages, d'une hybridation musicale. Dans les mots du président, « accueil » et « cosmopolitisme » sont donc les caractéristiques propres au Salento qui perd son image de marque, s'il renonce à l'hybridation culturelle. *La Notte della Taranta* est l'expression d'un territoire internationalisé et ouvert à l'échange, mais comment cette rhétorique se traduit, ensuite, par la création musicale?

Le festival est conçu comme un véritable laboratoire où les musiciens pratiquent systématiquement l'intertextualité et l'interculturalité, comme forme de création à partir de la réécriture de matériaux musicaux existants. Les chansons réarrangées en occasion du festival sont celles des anciens paysans de la région qui disposaient d'une quantité considérable de chants de tradition orale liés à la vie rurale et aux activités agricoles. En termes d'interculturalité, la création de nouveaux chants, ou la réinterprétation des répertoires traditionnels se fait avec le concours de musiciens locaux et d'artistes provenant d'autres cultures musicales, issues dans la plupart des cas de pays de la Méditerranée. Le but est de mettre en place un événement unique qui se renouvelle chaque année.

La musique incarne en elle-même une esthétique de l'hybridation et de la rencontre interculturelle des langages. Le fait que sur la scène du festival puisse chaque année se réaliser une rencontre interculturelle est un aspect essentiel qui va au-delà de la sphère musicale. Dans les intentions politiques, la scène du festival doit pouvoir affirmer l'importance de l'identité locale, ainsi que

la force du dialogue interculturel et de la cohabitation pacifique entre cultures de la Méditerranée.

La Notte della Taranta est l'expression d'un territoire internationalisé et ouvert à l'échange.



L'exemple de *La Notte della Taranta* – qui d'ailleurs ne constitue pas un cas isolé dans le contexte méditerranéen – incarne une modalité particulière de vivre la rencontre interculturelle par la création musicale, de traiter et d'affirmer une identité, de dialoguer avec les cultures et les peuples de la Méditerranée. *La Notte della Taranta* permet au Salento de s'affirmer comme territoire à l'identité bien définie, tout en étant cosmopolite et ouvert aux échanges interculturels.

Or, comme on l'a déjà évoqué plus haut, ce festival montre que l'intention des organisateurs et de la direction artistique n'est pas toujours purement musicale. C'est pourquoi une analyse de la relation entre création musicale et stratégies de mise en œuvre du festival permettrait de réfléchir aux motivations sous-jacentes à cette rhétorique de la rencontre. En effet, non seulement la musique agit elle aussi de manière symbolique, mais elle peut également devenir moyen promotionnel dont les politiciens, directeurs artistiques et organisateurs se saisissent pour attirer un plus large public.

Comme l'écrit Zukin (2004), **la culture constitue une économie symbolique qui prend la forme de véritables stratégies face à la concurrence globale tout comme aux tensions locales.** Si dans le domaine des études urbaines plusieurs recherches ont déjà été réalisées quant à la radicalisation des festivals comme produits culturels, et aux relations entre politiques territoriales et dimensions économique, identitaire et esthétique, un important travail reste encore à faire sur la dimension politique du travail créatif dans les festivals de musiques du monde.

Le festival Notte della Taranta

La Notte della Taranta is Italy's biggest music festival and one of Europe's most important events dedicated to traditional culture. It takes place in Salento and is dedicated to the re-discovery and valorisation of Salento's folk music and its fusion with other types of music – from world music to rock, from jazz to classical music.

Born in 1998 by initiative of the «Unione dei Comuni della Grecia Salentina» and the «Diego Carpitella» Institute, in fifteen years the festival has enjoyed tremendous growth in size, audience and international prestige. There have been several key milestones in its development: in 2000

the «Festival Itinerante» was started, a collective of the most representative groups of the «pizzica salentina» scene which today covers fifteen towns (those belonging to the «Unione dei Comuni della Grecia Salentina» plus Lecce, Galatine, Alessano and Cursi), attracts nearly 200.000 spectators and prepares the «Concertone», the highlight of the Festival; in 2004 the «La Notte della Taranta» Popular Orchestra was created thanks to Ambrogio Sparagna, an eclectic cultural (folk) band active throughout the year in Italy and abroad; and from 2010 onwards, the «La Notte della Taranta» Foundation became responsible for the organisation of the Festival. The Festival's formula, which culminates in the «Final Concertone di Melpignano» (Lecce), is made unique by inviting a «Maestro Concertatore» to arrange and interpret classics from the local

Ce qui est remarquable dans un festival comme *La Notte della Taranta* est la manière dont il nous ramène d'abord à la question de l'identité territoriale et ensuite, par celle-ci, aux stratégies de promotion d'un territoire par la création musicale. La question du public devient elle aussi essentielle dans le cadre de cette étude. Il est d'ailleurs le principal destinataire des actions artistiques des organisateurs du festival. Il nous importe alors de comprendre comment cette opération de réécriture du patrimoine musical local est perçue, d'un côté, par les spectateurs locaux, de l'autre, par les touristes externes à la région. Comme nous le rappelle le sociologue de la musique Marcello Sorce Keller « la musique est un phénomène qui, au niveau du son, comme au niveau des comportements nécessaires à sa production, est tellement apte à se charger de valeurs symboliques que, en tant que symbole, elle peut fonctionner pour presque tout et, in primis, pour la politique » (Sorce Keller 2007 : 1133-4).

De surcroît, s'il est vrai, comme semble le montrer la monographie de l'anthropologue africaniste Kelly Askew (2002), que la politique est spectaculaire, mais aussi que la culture est produite par le spectacle de la politique, comment le public participe-t-il de cette relation étroite, mais souvent cachée, entre création musicale et enjeux politiques? Il semble, d'ailleurs, novateur de procéder à une analyse de la relation entre politique et réécriture musicale qui convoque le spectateur/auditeur, non seulement comme indice d'un succès, mais aussi comme sujet intégré aux enjeux locaux qui se réalisent par un festival de musique.

Une ethnomusicologie qui s'intéresse à l'analyse de la tradition musicale est souvent défavorable à l'étude de cette dernière dans le cadre d'un festival, considérant cet objet de recherche avec un certain mépris intellectuel dans la mesure où il relève de pratiques plus commerciales qu'artistiques, et non authentiques vis-à-vis de la tradition (Aubert 2011 et Martin 1996). Ce mépris prend la forme d'un constat lorsque, en fouillant la littérature ethnomusicologique italienne des dernières années, on s'aperçoit qu'en dépit d'une grande résonance médiatique, aucune étude n'a été

consacrée à *La Notte della Taranta*. Or, sur un terrain comme celui de *La Notte della Taranta*, il est intéressant de se pencher particulièrement d'une part sur les processus de récréation à partir de matériaux existants, d'autre part, sur les aspects considérés comme étant plus matériels, à savoir, les politiques culturelles, le marketing régional et la dimension touristique. Ces derniers peuvent en effet être examinés considérant le festival comme un « monde de l'art » (Becker 2006) qui est fait par des relations, des conventions et des stratégies difficilement perceptibles au premier regard. Pour mieux saisir la dimension politique de la création musicale de ce festival, il faut se libérer de deux postures trompeuses, ou du moins à caractère réductionniste, à travers lesquelles des phénomènes comme *La Notte della Taranta* se verraient stigmatisés.

La première prendrait en compte les aspects proprement musicaux et concerne l'idée selon laquelle les initiatives telles que ce genre de festival correspondent à des simples actions de revitalisation de répertoires et de chants appartenant à un univers socioculturel qui n'existe plus et par rapport auquel on cherche des indices pour légitimer une filiation historique de nature musicale. La principale limite de cette première posture analytique est de perdre l'occasion d'étudier le potentiel re-symbolisant d'un matériel musical, lorsqu'il répond à des stratégies rhétoriques (la rencontre interculturelle, ou l'affirmation identitaire) et à des enjeux politiques (marketing territorial, croissance du tourisme local).

D'autre part, l'approche qui privilégierait plutôt l'étude des aspects extra-musicaux du festival ferait valoir prioritairement l'interprétation identitaire du phénomène. Cette position, quoique pertinente, est foncièrement essentialiste, lorsqu'elle ne passe pas d'abord par une déconstruction du concept d'identité (Appadurai 1996) pour ensuite proposer une analyse du processus de construction identitaire (Amselle 2011) par l'analyse comparée du discours politique et des structures musicales. Il nous semble donc important de réinterroger comment, grâce à un usage stratégique de la réécriture musicale, cette notion d'identité locale

devient opérationnelle vis-à-vis d'une image de la région accueillante et cosmopolite et comment cette notion contribue à la réussite et à au succès du festival auprès d'un large public.

La Notte della Taranta, dont la réécriture musicale est au cœur d'un phénomène complexe et multiforme, nécessite une ouverture analytique qui puisse rendre compte de la portée symbolique, voire politique, de la création musicale. Cette étude est ainsi l'occasion de montrer la nécessité de dépasser les barrières disciplinaires qui délimitent les différents champs des sciences humaines et de proposer un travail d'intégration et de synthèse théorique-méthodologique. *La Notte della Taranta* représente en fait un terrain de frontière entre une ethnomusicologie classique et les nouveaux enjeux de la contemporanéité. Les relations qui s'instaurent à nos jours entre les musiques issues de la tradition orale et les aspects socioculturels et politiques d'une communauté, relèvent de processus complexes, convoquant la sociomusicologie, l'ethnomusicologie, l'anthropologie de la musique, et, dans la mesure où cette musique est médiatisée, les popular music studies. Nous proposons ainsi une intégration de modèles théorique-méthodologiques divers et complémentaires pour l'étude de répertoires musicaux qui étaient autrefois apanage de la seule ethnomusicologie ou de l'anthropologie de la musique.

En ce qui concerne l'analyse du matériel musical produit dans le cadre du festival, il vaut la peine, d'étudier sur la base de quels critères musicaux un chant pratiqué autrefois dans le contexte du travail agricole, ou bien d'un rituel religieux, est réécrit pour être chanté sur scène. L'analyse musicale, qui s'intéresse prioritairement à la phonostylistique de la voix chantée et aux choix stylistiques des arrangements nous permet de comprendre, d'un côté, comment les performances actuelles se transforment et, de l'autre, comment le dialogue interculturel et la négociation entre langages musicaux différents s'opère dans les nouvelles chansons créées pour le festival.

Cependant, la dimension politique que nous envisageons dans la création

musicale de ce festival nous demande également une ethnographie de la parole (écrite et orale) qui est celle de la politique, mais aussi des artistes et du public. Il est nécessaire de s'intéresser à l'usage rhétorique du discours politique et de la parole de l'artiste et à la verbalisation des processus de réception du public. Les intentions politiques du produit musical sont-elles perçues par les spectateurs?

Cette étude ne cherche pas simplement à comprendre l'évènement lui-même, mais à dévoiler un processus social et politique complexe de redéfinition des pratiques culturelles et traditionnelles et de construction d'une identité locale. Son analyse novatrice et son approche interdisciplinaire proposent de comprendre ensemble les processus de construction identitaire et la dimension politique, la création musicale, le spectacle et le public. En effet, le processus de réinvention, réinterprétation et revitalisation des répertoires musicaux montre, avant tout, l'indissociabilité de l'analyse musicale et de celle socio-anthropologique.

À travers la réflexion théorique découlant de cette étude, nous espérons ouvrir de nouvelles voies pour penser et faire l'ethnomusicologie contemporaine, voies qui permettent un questionnement singulier et essentiel sur la dimension politique de la réécriture musicale. Le Salento contemporain pourrait ainsi représenter un véritable laboratoire afin de comparer d'autres phénomènes de réécriture musicale, à partir de répertoires traditionnels, présents dans le contexte méditerranéen. Bien que le festival ait son origine dans le savoir et les pratiques de la culture paysanne locale, les dimensions spectaculaire et politique ont aujourd'hui une ampleur inégalée et un succès extraordinaire vis-à-vis du public et des touristes, ce qui démontre que la rhétorique de la rencontre et de l'accueil prônée par les politiques locales a atteint son objectif. Le festival *La Notte della Taranta* demeure un exemple fascinant de la relation entre le musical et le politique et des moyens par lesquels la politique s'approprie la capacité « re-symbolisante » du musical. //

Pour aller plus loin

musical tradition, directing a group of nearly thirty musicians from Salento together with exceptional guests from Italy and abroad. The «Concertone» alone attracts around one-hundred and fifty thousand spectators, while tens of thousands follow the final rehearsals the day before.

Site du festival : <http://www.lanottedellataranta.it/en/the-festival/festival-story>

Références

Amselle, J.-L., 2011 (2008) L'occident décroché. Enquête sur les postcolonialismes, Paris, Hachette.

Appadurai A., 1996, Modernity at Large. Cultural Dimensions of Globalization, Minneapolis, University of Minnesota Press.

Askew, K. M., 2002, Performing the Nation : Swahili Music and Cultural Politics in Tanzania, Chicago, The University of Chicago Press.

Aubert, L., 2001. La musique de l'autre. Les nouveaux défis de l'ethnomusicologie. Genève : Georg Éditeur.

Becker H.S., 2006, Les mondes de l'art. Paris, Éditions Flammarion [Ed. or. 1982, Art Worlds. Berkeley, University of California Press].

Martin, D.-C., 1996. Qui a peur des grandes méchantes musiques du monde? Cahiers de Musiques traditionnelles, 9, pp.3-20.

Sorce Keller, M., 2007. «Représentation et affirmation de l'identité dans les musiques occidentales et non occidentales» in Nattiez J.-J. (dir.), *Musiques. Une encyclopédie pour le XXIe siècle*, vol. V, Actes Sud / Cité de la musique, p. 1127-1153.

Zukin S., 2004, Point of Purchase : How Shopping Changed American Culture, Routledge.

fellows

En 2016-2017, les quatre instituts du réseau invitent 85 chercheurs pour 700 mois de résidence !

IMÉRA; IEA D'AIX-MARSEILLE (20)

HUGO ALMEIDA New Natural: Appropriating evolutionary discourse for multi-level narration in comics
ADRIANO BARRA Cybernetic Immunology
MÉRIAM BELLI Death in Transit
GEIR BJARNE ASHEIM Intergenerational risks, variable population & sustainability
EMMANUEL BRUNET-JAILLY Mediterranean Borders In Globalization
PETER COOK Groundwater-surface water interactions - the invisible and forgotten part of nutrient cycles ?
FLAVIA GERVAZI Dimension politique de la création musicale
YACER HADJ BELGACEM TELLIER Morphogens as regulators of synapse plasticity in the central nervous system
EDITH FRANÇOISE KAUFFER MICHEL Le Réseau Méditerranéen des Organismes de Bassin
GUY LAPALME Production interactive de langage par et pour un agent intelligent
ARAMIS LOPEZ JUAN Enquêtes sur l'amour dans les villes méditerranéennes
JAKOB MADSEN Economic growth and the origins of economic development
EQUIPE MESOSCOPE Mesoscope
FRANCO MIGLIETTA Albedo-modifying properties of olive trees in Mediterranean climate: ecological, climate change and water savings implications
STEFANO OSNAGHI Non-representational semantics and quantum structures
EQUIPE QUINTET From Harmony to Melody: A Cross-Disciplinary Exploration of the Brain's Dynamical Repertoire
MELISSA REDFORD 14 Phonemes / Second
EFREN SANDOVAL HERNANDEZ Circulations globales et commercialisation locale de fripes
ALINE VEILLAT Penser de bas en haut, quand le sol prend la parole
KEVIN WALSH Human-environment interactions in Mediterranean Mountains: A case study in characterising the Anthropocene

COLLEGIUM DE LYON (17)

ELISABETTA BASSO Rethinking Anthropology in the light of Phenomenology and Psychopathology.
CHEN DANDAN Study of word-order typology based on the development of Chinese diachronic syntax
NINA DOBRUSHINA Atlas of Multilingualism in Daghestan
PETER DOWNS Rivers in the Anthropocene
KATHERINE E. HOFFMAN Regimes of care
TAKAHIRO FUJIMOTO Co- Evolution of Capability and Architecture
DORIT GEVA For the love of a woman: Gender, Class and the French radical right

XIAOJING GUAN Homicides in Manchu Banners
DZIANIS KANDAKOU Les stratégies missionnaires, pédagogiques et littéraires des jésuites dans l'Empire de Russie (1772-1820)
NIRAMON KULSRISOMBAT East Asian Cities Past, Present and Future
ZHENYU MOU Cadasters, land market and urban transformation of Shanghai foreign settlements (1843 – 1943)
MARK PEGG A New History of Medieval Heresy
ALESSIO PETRIZZO Tatouage, cultures savantes, cultures populaires
CSABA PLEH Nouvelle histoire de la psychologie moderne
ALEXIE TCHEUYAP Boko Haram, Media and the Security Discourse
ALESSANDRO TUCILLO L'esclavage colonial en question dans les contextes politiques et culturels italiens aux XVIII^e-XIX^e siècles
ROBERTO ZARIQUIEV The effects of obsolescence on Iskonawa and their consequences

IEA DE NANTES (21)

JEAN-FRANÇOIS AKANDJI-KOMBE Droit social en mutation
AFTAB ALAM (In)justice dans la poésie Urdu : entre Ghalib et Faiz
AMMARRA BEKKOUICHE L'urbanisme écologique dans le processus d'aménagement urbain
ALFONSINA BELLO Féminités prophétiques
LUIS CHAVES L'été avant que tout n'arrive
FRANÇOIS DINGREMONT Malentendus philosophiques autour du mythe d'Ulysse
ANNE DUBOS Fantôme de la forme graphique, pour une archéologie du geste
TEJI GROVER Être poète-peintre

PAOLO HERITIER Vico, l'anthropologie dogmatique et sciences cognitives
DANIELLA KOSTROUN La curiosité de Madeleine Hachard
SCOTT LEVI La globalisation à la frontière des Empires
SITE LI L'impact des nouvelles technologies et du capital sur l'industrie de la musique en Chine
PIERRE MUSSO Les grands textes de la religion industrielle et du management
AHMED OULDDALI Les relations inter-confessionnelles dans le monde islamique
NIGEL PENN Le système de condamnation dans la colonie du Cap au cours du XIX^e siècle
GABRIEL SAID SAID Un Dieu de vengeance et de miséricorde
MAHUA SARKAR Going abroad (Bidesh Kara)
MATHIAS BOUKARY SAVADOGO Pluralité islamique en Côte d'Ivoire : acteurs et enjeux
NÜKHET SIRMAN Construire sa vie en marge de la loi
LAKSHMI SUBRAMANIAN Confiance, Droit et Pratiques commerciales en Asie du Sud
MAURO TURRINI La banalisation de la génomique

IEA DE PARIS (27)

PASCAL BASTIEN Sociabilités urbaines et engagement politique à Paris au 18^e siècle
JENNIFER BOITTIN Ecrire l'intime
PHILIP R. BULLOCK The Poet's Echo: Art Song in Russia, 1730-2000
ALI CHEIKHMOS Patrimoine syrien
ROBERT DARNTON A Literary Tour de France
ITZHAK FRIED The volitional self and its brain
DUNCAN GALLIE Social Inequalities at Work

CARLOS GONÇALVES Mathematical Knowledge in Administrative and Economic Practices
PATRICK HAGGARD Bodily building blocks of subjectivity
KIRSTEN HASTRUP Tristes Arctiques.
VALÉRIE HAYAERT Les allégories de justice en Europe
ANA CAROLINA HOSNE Transcender mots et images
YANG HUANG Par delà les frontières des empires
JAY DAVID KONSTAN On the Margins of Love
SIMON MACDONALD Cosmopolitanism in eighteenth-century Europe
JOHN MACFARLANE An expressivist account of vagueness
ANNA MARMODORO Divide and Empower
FELICIA MCCARREN Histoire naturelle et culturelle du genre dans la danse
NYLAN MICHAEL «Logics of Legitimacy» as seen in the Documents classic and related materials
ALESSIA PANNESE The ABC of Self-control
LOULIA PODOROGA Pouvoirs de l'abstraction
WARREN SACK Research project Decoding Digital Democracy
ISABEL MARIA SANCHEZ RAMOS Cultural identities during the Late Antiquity
ADAM SMITH Personal, cultural and institutional factors of intellectual creativity
SEAN TAKATS Tropical Medicine as Enlightenment Colonialism: Digital Research and Collaboration
DIANA TAYLOR Political Spectatorship in the Americas
MATTHIAS THIEMANN Controlling Systemic Risks: Macroprudential regulation as a cognitive and a political-economic project
MARK WAGNER The Humoristic Tradition in Zaydi-Yemeni Literature

CONTACTS

RÉSEAU FRANÇAIS DES INSTITUTS D'ÉTUDES AVANCÉES

Président: Didier Viviers
 Directeur: Olivier Bouin
 Secrétaire générale: Mylène Trouvé
 Projets européens: Raquel Sanz Barrio
 Chef de projet fund it, communication et valorisation du RFIEA: Julien Ténédos
 Responsable éditoriale fund it: Christiane Abele

190-198 avenue de France, 75013 Paris
 T.: +33 (0)149 54 22 55
 contact@rfiea.fr
 www.rfiea.fr
 www.fellows.rfiea.fr
 www.fundit.fr

INSTITUT MÉDITERRANÉEN DE RECHERCHES AVANCÉES, AIX-MARSEILLE

Directeur: Raouf Boucekkine
 2, place Le Verrier, 13 004 Marseille
 T.: +33 (0)4 13 55 21 52
 contact@imera.univ-amu.fr
 imera.univ-amu.fr

COLLEGIUM DE LYON

Directeur: Hervé Joly
 24 rue Baldassini,
 69007 Lyon
 T.: +33 (0)4 72 76 14 10
 cecile.guezennec@universite-lyon.fr
 www.collegium-lyon.fr

INSTITUT D'ÉTUDES AVANCÉES DE NANTES

Directeur: Samuel Jubé
 5, allée Jacques Berque, BP 12105
 44 021 Nantes
 T.: +33 (0)2 40 48 30 30
 contact@iea-nantes.fr
 www.iea-nantes.fr

INSTITUT D'ÉTUDES AVANCÉES DE PARIS

Directrice: Gretty Mirdal
 17, quai d'Anjou
 75 004 Paris
 T.: +33 (0)1 44 41 32 10
 contact@paris-iea.fr
 www.paris-iea.fr

JULIEN MEYER

Ancien résident au Collegium de Lyon, Julien travaille sur les langues sifflées

Comment vous définissez-vous ?

Je suis un chercheur animé par la curiosité de notre présence au monde, au-delà des frontières disciplinaires et culturelles. Mon objet d'étude principal est l'adaptation du langage humain aux contraintes cognitives, physiologiques et écologiques (tant sociales que biologiques). Je suis linguiste et bioacousticien.

Vous avez été résident au Collegium de Lyon. Qu'en avez-vous retiré ?

Ma résidence au Collegium avec le soutien de la Bourse Européenne EURIAS, m'a permis d'écrire un livre faisant le bilan de 12 ans de recherche de terrain sur le phénomène peu connu et fascinant de la parole sifflée. Ce séjour m'a permis de rentrer en Europe après 7 années passées en Espagne (2 ans en Catalogne à l'UPC) et au Brésil (5 ans au Museu Goeldi en Amazonie). Le dynamisme et la disponibilité de l'équipe du Collegium ont facilité mon travail de recherche. J'ai depuis obtenu une bourse Marie-Curie et été recruté au CNRS en 2015.

Quels sont vos projets ?

Inspiré par la parole sifflée je m'intéresse aux phénomènes langagiers anciens qui posent des questions ultramodernes et qui invitent à réfléchir au-delà des disjonctions homme-nature qui handicapent notre modernité humaine: onomatopées, tambours parlants, connaissances ethnozoologiques inscrites dans le vocabulaire de populations vivant dans des zones où la biodiversité est menacée...

Qu'est-ce que l'étude des langues sifflées nous apprend sur le langage ?

La parole sifflée offre un regard alternatif sur le langage humain sur plusieurs plans. Il s'agit simplement de siffler en parlant... tout comme on peut chuchoter ou crier en parlant. Mais il nécessite un apprentissage supplémentaire pour reconnaître les mots et phrases dans un sifflement articulé. C'est aussi un mode de communication adapté au milieu écologique, ancêtre naturel du téléphone mobile actuel. C'est un véritable laboratoire naturel qui nous offre l'opportunité d'étudier les capacités d'adaptation de la cognition humaine.

Où peut-on écouter quelques langues sifflées ?

J'ai répertorié sur un site plusieurs exemples de langues sifflées : <http://www.lemondessiffle.free.fr/whistled-Greek-Article-of-JulienMeyer.html>



RÉSEAU FRANÇAIS
DES INSTITUTS
D'ÉTUDES AVANCÉES

RÉSEAUX SOCIAUX



/RFIEA



perspectives#15 • ISSN 2263-1577 • Parution : novembre 2016 • Directeur de la publication : Olivier Bouin • Édition : Julien Ténédos • Crédits Photos : pour les résidents : @ChDelory, sauf Guy Lapalme, p. 12 DR • L'équipe du RFIEA tient à remercier chaleureusement pour leur contribution : Ammara Bekkouche (IEA de Nantes), Raouf Boucekkine (IMéRA, IEA d'Aix-Marseille), Flavia Gervasi (IMéRA, IEA d'Aix-Marseille), Pascale Hurtado (IMéRA, IEA d'Aix-Marseille), Hurichan Islamoglu (IEA de Nantes), Edith Kauffer (IMéRA, IEA d'Aix-Marseille), Guy Lapalme (IMéRA, IEA d'Aix-Marseille), Simon MacDonald (IEA de Paris), Julien Meyer (Collegium de Lyon) et Alessio Petrizzo (Collegium de Lyon) • Nous remercions également Katia Bienvenu et Émeline Domingues pour les traductions des articles d'Alessio Petrizzo et de Simon MacDonald, ainsi que Cécile Guezennec, Pascale Hurtado, Simon Luck et Aspasia Nanaki pour leur collaboration • Les articles n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent pas les opinions du RFIEA • Tous droits réservés pour tous pays •